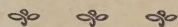


UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

LA
PROFESSION D'HOTELIER

*(Étude juridique du contrat d'hôtellerie
et de quelques questions économiques)*



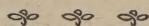
THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après
sera présenté et soutenu le jeudi 24 Avril 1913, à 1 heure 1/2*

PAR

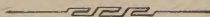
E. CHARPENTIER

Avocat à la Cour d'Appel



PRÉSIDENT : M. PLANIOL.

SUFFRAGANTS : { MM. DESCHAMPS.
PERCEROU.



G. OUDIN & C^{ie}, Imprimeurs-Editeurs

24, rue de Condé, Paris, et à Poitiers

—
1913

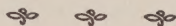
LA PROFESSION D'HOTELIER

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT

LA
PROFESSION D'HOTELIER

*(Étude juridique du contrat d'hôtellerie
et de quelques questions économiques)*



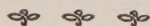
THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après
sera présenté et soutenu le jeudi 24 Avril 1913, à 1 heure 1/2*

PAR

E. CHARPENTIER

Avocat à la Cour d'Appel



PRÉSIDENT : M. PLANIOL.

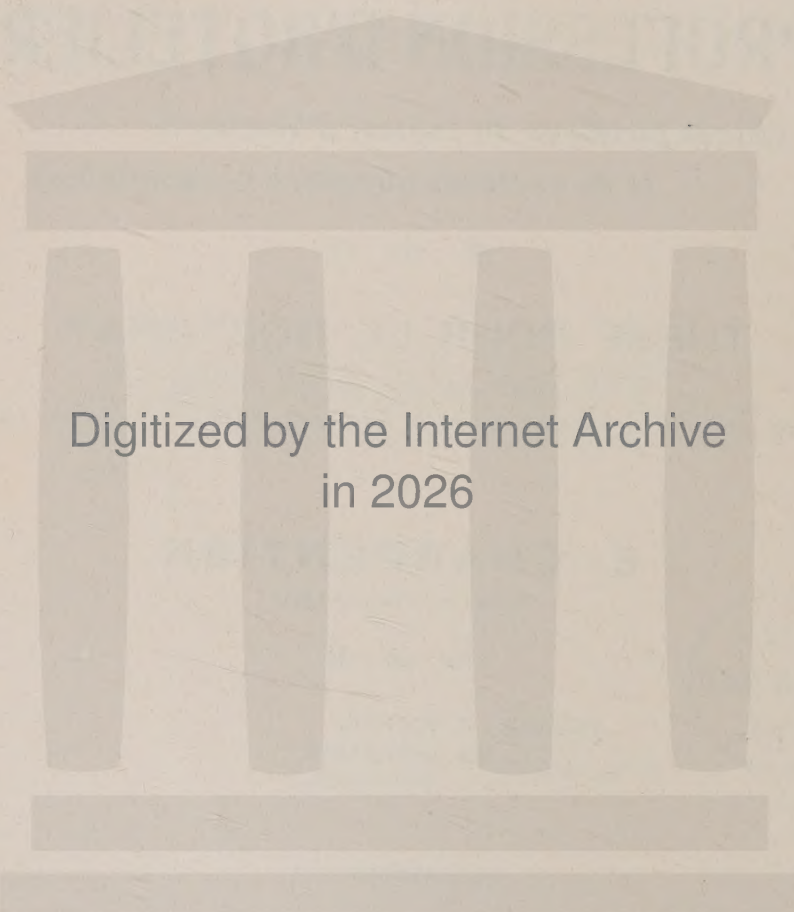
SUFFRAGANTS : { MM. DESCHAMPS.
PERCEROU.



G. OUDIN & C^{ie}, Imprimeurs-Editeurs

24, rue de Condé, Paris, et à Poitiers

—
1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

« Si Paris est un vrai Paradis,
comme tout le monde prend soin
de nous le répéter, les auberges
de la grande route sont assurément
le purgatoire qui y mène. »

LOCKE.

INTRODUCTION

Depuis une dizaine d'années, l'industrie hôtelière a fait d'étonnants progrès. De tous côtés dans les grandes villes et dans les stations d'agrément, des constructions immenses ont surgi, offrant au voyageur le plus exigeant les derniers raffinements du confort moderne.

Ces constructions qui prétendent emprunter à l'art et leur décoration et le luxe même de leur aménagement, répondent à un besoin nouveau du public. De plus en plus, en effet, les classes privilégiées de la société, en France et à l'étranger, perdent le culte du chez soi, de ce « sweet home » paisible et reposant que les poètes d'outre-Manche ont célébré avec tant d'émotion; de plus en plus les personnes aisées, renonçant à s'attacher des domestiques fidèles, comme il en existait, paraît-il, autrefois, passent la majeure partie de leur vie à l'hôtel, ou plutôt d'hôtel en hôtel, y séjournent des saisons, des années et s'y créent un foyer artificiel, uniforme, typique, qu'ils retrouveront partout dans leurs pérégrinations, et qui peut se résumer en un éclairage multiple, des tapis moelleux, un ascen-

seur rapide et l'indispensable chauffage central. Mais il ne nous appartient pas de faire le procès d'un état de choses dont les intéressés ne songent guère à se plaindre et qu'ils sont, au contraire, unanimes à déclarer parfait. Le nombre des hôtels grandit donc sans cesse; la clientèle augmente plus rapidement encore car les hôteliers excellent dans l'art de la réclame : annonces judicieusement insérées, affiches aux vives couleurs placardées à profusion, commodités de communications adroitement mises en valeur, il n'en faut pas davantage pour achalander le nouvel établissement et y fixer temporairement l'essaim cosmopolite des villégiaturants; les chambres se louent aux prix forts, se retiennent de longue date, les salles de restaurants sont bondées et les recettes augmentent de saison en saison.

Mais en cette matière comme partout ailleurs, du moment où des intérêts opposés se sont trouvés en présence, des difficultés ont surgi, des conflits sont nés; et là encore il a fallu remonter aux principes juridiques et endiguer, dans la mesure du droit de chacun, des prétentions souvent déraisonnables. C'est ainsi que des lois récentes et de très nombreux arrêts de jurisprudence, tantôt consacrant les droits, tantôt limitant les responsabilités, sont arrivés à dégager peu à peu de la foule des petits contrats auxquels il empruntait ses éléments et avec lesquels il se confondait, un contrat nouveau, le contrat d'hôtellerie, dont il serait intéressant, en raison même de son importance actuelle, de préciser les contours encore indécis.

En étudiant ce contrat, nous voulons d'abord faire œuvre juridique en examinant les rapports de droit qui naissent entre l'hôtelier et le voyageur : nous ne prétendons nous imposer ni au voyageur ni à l'hôtelier, mais il peut être intéressant pour eux d'avoir un aperçu de leurs droits et de leur responsabilité, de savoir que dans telle circonstance des tribunaux ont jugé de telle façon, et que s'ils émettent une prétention, c'est à bon escient, à l'abri d'une loi précise ou de quelque décision jurisprudentielle formellement exprimée. Sans nous lancer dans une étude économique du contrat d'hôtellerie nous croyons utile de traiter rapidement certaines questions hôtelières tout à fait d'actualité, qui verseront sur la partie juridique de notre sujet, un jour pratique indispensable ; enfin nous encadrerons cet ensemble d'un aperçu historique sur la situation de l'hôtelier et du voyageur à travers les âges, et d'une courte incursion dans les législations étrangères.

Avant de passer à notre première partie, nous tenons à signaler au lecteur la remarquable étude que M. Benoît Rul, avocat du barreau de Paris, fit en 1906, du contrat d'hôtellerie ; nous nous y référerons maintes fois au cours de cette thèse ; nous remercions également M. Henri Gaujal, avocat du barreau de Nice, qui nous a fourni sur les questions hôtelières de très précieux renseignements.

PREMIERE PARTIE

Etude historique du contrat d'hôtellerie

CHAPITRE PREMIER

ANTIQUITÉ

Durant toute l'antiquité nulle vertu domestique ne fut plus scrupuleusement observée et pratiquée que l'hospitalité privée; comme d'autre part on voyageait fort peu, cela suffit à expliquer pourquoi jadis les auberges furent si rares. C'est dans les récits bibliques que pour la première fois il est question de bâtiments faits pour abriter le voyageur : il s'agit de constructions sommaires élevées de distance en distance dans les immenses étendues désertiques de Mésopotamie et de Chaldée; c'étaient des refuges très rudimentaires, composés d'un toit et de quatre murs, destinés à protéger le voyageur contre l'inclémence des saisons et la dent des bêtes fauves; mais ces constructions n'avaient d'autres habitants que les rares passants qui venaient de temps en temps s'y abriter. Aussi loin qu'on peut remonter dans les traditions de l'histoire, il semble que les Juifs les premiers virent matière à profit dans le fait de loger et nourrir le voyageur; encore les honnêtes gens hésitaient-ils à s'aventurer dans ces hôtelleries dont la réputation semble avoir été médiocre,

puisque en langue hébraïque le même mot désigne l'hôtesse et la courtisane.

Beaucoup plus tard, les Grecs connurent les hôtelleries publiques. Leur religion leur fait un devoir de l'hospitalité, et à la voix du passant envoyé des dieux, la porte s'ouvre et la meilleure place lui est réservée au foyer domestique; peu importe son nom et son origine, c'est un messenger de bonheur à qui l'on ne pose point de questions importunes; du reste les voyageurs sont presque toujours de pieux pèlerins, et le but sacré de leur voyage est la meilleure des recommandations. Dans les ports cependant, l'affluence des commerçants étrangers développe l'hospitalité nécessaire; parfois l'hôtelier est un véritable guide qui dirige l'étranger dans ses relations commerciales, souvent aussi dans ses plaisirs; c'est pourquoi un sens préjoratif s'attacha de bonne heure au terme de « πανδοκεύς » sous lequel on désignait ces hôtes complaisants. D'autres fois, l'hôtelier est un véritable domestique, et nous voyons à Chypre la pieuse Bilitis adresser à son hôte ces paroles impératives : « Apporte-nous des figues, du fromage et du vin noir, mais ôte d'abord mes sandales et lave la boue de mes pieds. »

Du reste, toutes ces hôtelleries étaient peu confortables et le prix en était minime; aussi Xénophon déclare-t-il formellement dans ses « Economiques » qu'il est de l'intérêt d'une cité d'avoir des hôtelleries luxueuses, bien aménagées, sérieusement tenues, et qu'afin d'en construire il faut imposer les citoyens.

Les récits ayant trait à l'ancienne Carthage ne nous

y révèlent point l'existence d'hôtelleries; nous y trouvons, en revanche, dans les habitations des familles riches de vastes locaux destinés à recevoir les étrangers; le suffète Hamilcar, père d'Annibal, pouvait ainsi en loger cinq cents à la fois.

En Gaule et en Germanie, les auberges ne parurent qu'après la conquête romaine; plusieurs inscriptions datant de l'occupation romaine de la Gaule nous révèlent l'existence de l'hospitalité mercenaire, et Orelli signale la proclamation suivante qui servait d'enseigne à un aubergiste de Lyon : « Ici Mercure t'offre le gain, « Apollon le bonheur, et Septimanus le logement moyen-
« nant salaire. » Cependant, il semble que là encore les logeurs furent d'une moralité douteuse, aussi eurent-ils toujours une clientèle très spéciale; cet état de choses semble avoir duré plus d'un siècle, puisqu'à l'époque même de Charlemagne il n'est pas d'hôtellerie recommandable, et que cet empereur pour y remédier prescrit dans ses capitulaires à ses officiers d'offrir aux voyageurs la plus large hospitalité (1).

(1) Cap. Reg. franc. Baluzü col. 370 art. 27.

CHAPITRE II

DROIT ROMAIN

Tant que Rome demeura le centre du monde civilisé, les étrangers ne cessèrent d'y affluer; mais l'hospitalité n'y fut pas toujours envisagée ni pratiquée de la même façon. Dans le très ancien droit romain, on désignait sous le nom d'« hospites » les hôtes membres de cités étrangères, de passage à Rome; or, dans cette ville cosmopolite, aux mœurs encore singulièrement brutales, le voyageur ne pouvait trouver de sécurité qu'en se plaçant sous l'autorité d'un citoyen, d'un *pater familias*, et en s'incorporant momentanément à la famille; c'était, du reste, un service rendu à charge de revanche, et quand le citoyen romain visitait une cité étrangère, il réclamait à son ancien hôte protection et hospitalité dans une aussi large mesure; on trouvait ainsi dans chaque cité italienne de véritables correspondants.

Les premiers aubergistes de Rome n'eurent qu'une clientèle plébéienne et leur réputation demeura longtemps déplorable; au terme de « *caupo* » qui désigne l'aubergiste latin s'attache toujours un sens préjoratif; son établissement, du reste, est bien plus une maison de débauche qu'une hôtellerie; l'ivrognerie y est coutumière, les querelles et les rixes éclatent fréquemment : Pline le Jeune, Horace, Valère-Maxime, Cicéron,

Plaute, nous en citent des exemples suffisamment édifiants, et les sombres histoires qu'ils rapportent ne nous semblent pas faites pour exciter la confiance du voyageur.

Sous l'Empire, les « cauponæ » se multiplient, les gladiateurs, les danseuses y fréquentent assidûment, la plupart sont tenus par des affranchis ou des étrangers : Caligula, Néron, Messaline ne craignirent pas de prostituer la pourpre impériale en y venant boire, la nuit, avec les belluaires et les cochers du cirque; et la loi Julia qui vient à propos mettre un frein à la licence des mœurs romaines en réprimant sévèrement l'adultère, excepte de ses rigueurs les patronnes ou servantes d'hôtelleries « que l'indignité de leur vie dispense de l'observation des lois (1) ».

Ce rapide exposé laisse entrevoir combien il était urgent dans l'intérêt public de protéger le voyageur contre les indécatesses trop nombreuses auxquelles il était exposé dans de semblables hôtelleries; le droit romain, de bonne heure, s'en préoccupa, mais pour trouver en cette matière une législation raisonnable, il faut attendre la réforme du préteur abolissant le formalisme primitif. Avant la réforme prétorienne, la situation du voyageur ne laissait pas d'être dangereuse; il ne pouvait valablement réclamer les effets à lui soustraits durant son séjour à l'hôtellerie, que si l'hôtelier, par une stipulation formelle, s'était engagé ex-

(1) Code Justinien. Titre ad Legem Juliam de adulteriis § 28
... « quas vilitas vitæ dignas legum observatione non credidit. »

pressément à rendre tout ce que le voyageur apportait chez lui; le dépôt n'étant pas encore un contrat, n'était pas sanctionné par le droit civil; il est vrai que le voyageur frustré pouvait encore recourir à l'action en revendication, mais c'était là une arme bien faible, car il suffisait que le patron eût transmis les objets volés à un tiers complice pour que le voyageur perdît le fruit de son action; il restait au plaignant une action pénale, l'*actio furti*, mais bien aléatoire à cause de la difficulté de la preuve.

La Loi *Aquilia*, en créant une action nouvelle, « l'*actio damni injuria dati* », permit de poursuivre l'aubergiste qui a détérioré la chose de son client sans chercher à se l'approprier; mais cette action supposait un fait positif de violence, une véritable volonté de nuire, et déchargeait ainsi le patron des conséquences même directes de sa négligence.

Tel était l'état de la législation romaine en cette matière lorsqu'intervint la réforme prétorienne qui va nettement établir la responsabilité de l'hôtelier. Désormais, le voyageur a une action « *in factum* » pour sanctionner le dépôt qu'il a fait chez l'hôtelier. « Nantœ, « *caupones, stabularii, ut recepta restituant... nisi res- tituent, in cos judicium dabo; ex hoc edicto in fac- tum actio proficiscitur* (1). »

Désormais, il n'est plus question de stipulation de rendre, mais il y a là une responsabilité formellement établie : le patron de barque, l'aubergiste, le logeur

(1) Ulpien, *Digeste* L. IV, T. IX, § 3.

de bêtes de somme sont responsables des effets apportés chez eux par le voyageur, des animaux amenés dans leurs écuries. Ils sont, en outre, responsables, quel que soit l'auteur du vol ou du dommage, que ce soit l'aubergiste lui-même, son préposé, ou même l'étranger fréquentant la maison; c'est ce qui résulte d'un passage des Institutes de Justinien où il est dit que « le patron doit être tenu comme de sa propre faute, de celles commises par ses serviteurs, parce qu'il s'est rendu coupable en prenant à son service des gens malhonnêtes (1) »; et d'un fragment du Digeste (2), où Ulpien faisant allusion aux patrons de navires, s'exprime ainsi : « Et je pense qu'ils doivent être rendus responsables, puisqu'ils ont reçu la garde des choses contenues dans le navire, non seulement du fait des matelots, mais aussi des passagers. » Et plus loin cette autre affirmation d'Ulpien : « Et il doit garantir le bon état des choses reçues à bord, que ces choses aient été expressément désignées ou non », ce qui aggrave singulièrement la responsabilité du patron de barque ou de l'hôtelier dépositaires.

Dans deux hypothèses seulement la responsabilité du dépositaire cessait : d'abord lorsqu'il avait formellement dégagé sa responsabilité par une stipulation expresse acceptée par le voyageur « si prœdixerit non se damnum præstaturum »; en second lieu lorsqu'un cas fortuit avait entraîné la perte des effets du voya-

(1) Justiniani Instit. L. IV, T. V.

(2) Digeste L. IV, T. IX, Ulpien I, § 8.

geur ou de la cargaison « nisi si quid damno fatali contingit (1) ».

Telles étaient donc à Rome les règles de la responsabilité civile de l'hôtelier. Ces règles passèrent dans notre ancien Droit et se retrouvent presque sans altération dans notre Code civil.

(1) Digeste, L. IV, T. IX, Ulpian III, § 3.

CHAPITRE III

ANCIEN DROIT ET MOYEN-AGE

Dans l'ancien droit la responsabilité des aubergistes garda toute la sévérité consacrée par le droit romain, jusqu'au jour où, grâce aux facilités plus grandes de communication, l'autorité royale eut le moyen d'assurer assez efficacement la sécurité du voyageur.

L'auberge publique existait, mais très malfamée. Les seigneurs et les moines dans leurs châteaux ou abbayes hébergeaient le voyageur; celui-ci du reste voyageait rarement sans escorte, et évitait surtout les auberges qui le plus souvent servaient de repaires aux bandits de grand chemin (1).

Les ordres religieux prirent une grande part à assurer la sécurité du voyageur; certains ordres, comme ceux des Bénédictins et des religieux de Saint Martin avaient pour principale attribution d'héberger le voyageur et méritèrent le nom d' « Hospitaliers »; d'autres, comme celui des Templiers, entreprirent de convoyer les voyageurs et de livrer une guerre sans merci aux bandits qui infestaient les chemins.

Mais dès le début du XIV^e siècle, les luttes religieuses entraînèrent la fermeture de ces asiles et firent la fortune des hôtelleries dont le nombre accrut alors consi-

(1) Delamare. *Traité de la Police*. Tome III, p. 728.

dérablement, et dont les clients furent souvent des ecclésiastiques. La moralité des auberges et hôtelleries n'en fut du reste guère améliorée, et les conciles interdirent aux clercs, sous la menace de peines ecclésiastiques, de séjourner dans les auberges sauf en cas de nécessité absolue.

Du XIV^e au XVIII^e siècle, nombreuses sont les ordonnances royales, mal observées d'ailleurs, dont le but est de relever la moralité et le niveau social des hôtelleries (1). Saint Louis, le premier, défendit aux aubergistes de loger le client habitant la même ville « s'il n'est passant ou n'a aucune maison en la ville » ; d'ouvrir leur établissement le matin avant d'avoir demandé aux voyageurs si rien ne leur avait été volé la nuit précédente : « A esté créé que tous hostelliers « cloent et tiennent leurs huys fermez depuis l'heure « de queuvre feu jusques à lendemain matin, et qu'ils « ne soient sy hardys de ouvrir leurs huys jusqu'à ce « qu'ils aient signifié et demandé à tous leurs hostes, « s'ils ont aucune chose perdu, et s'il advient qu'aucun ouvre son huys sans le faire savoir à ses hostes, « et il y en ait aucun qui perde rien, l'hoste sera tenu « de restituer la perte dont le perdant sera cru par « son serment. »

En 1407, Charles VI obligea, par un édit, les hôteliers à faire savoir chaque jour au prévôt de Paris ou à son lieutenant quels nouveaux voyageurs ils avaient reçus dans la journée, édit qui fut repris plus

(1) Denisart, Collection de Décisions nouvelles. V. Aubergiste.

tard par les ordonnances royales obligeant les hôteliers à tenir registre des noms, demeure et profession de leurs clients. Enfin, en 1577, il leur est défendu de s'installer en quelque endroit du royaume sans autorisation préalable; cette prescription n'ayant pas été suivie, Louis XIV, en 1693, la renouvela sous peine des plus sévères sanctions.

L'hôtelier était déjà regardé comme un dépositaire nécessaire des effets et bagages du voyageur : en conséquence, la preuve par témoins était admise contre l'hôtelier sans aucune limitation; il était responsable non seulement de la perte provenant de son fait personnel, mais aussi du fait de ses préposés et de tout allant et venant dans l'hôtellerie. Sa responsabilité ne cessait qu'en cas de force majeure et lorsque le vol ou la perte était imputable à un domestique du voyageur(1). Pothier, interprétant l'ordonnance de 1667, distingue suivant que le vol a été commis par un domestique ou pensionnaire de l'hôtellerie, ou par un allant et venant, c'est-à-dire un voyageur de passage. « Dans ce dernier cas, dit Pothier, l'aubergiste n'en « est pas responsable, car s'il ne doit se servir de do- « mestiques, ni avoir pour pensionnaires que des per- « sonnes dont il connaisse la fidélité, il n'est pas obligé « de connaître les voyageurs qui ne logent qu'en pas- « sant dans son auberge. » La doctrine et la jurisprudence de l'époque repoussèrent cependant cette opinion, et l'aubergiste ou hôtelier fut déclaré responsable

(1) Merlin. Répertoire de Jurisprudence. « Hotelier », t. V.

sans distinguer quel était l'auteur du vol, sauf, bien entendu, les cas précités de force majeure et de vol ou perte imputable au domestique du voyageur.

La responsabilité de l'aubergiste fut longtemps illimitée. On ne songea à tempérer cette rigueur que lorsque les aubergistes remontèrent un peu dans l'estime publique. Ce mouvement d'opinion se produisit vers la fin du XVII^e siècle. Lors de la rédaction de l'ordonnance de 1667, le président de Lamoignon proposa que les juges tinssent compte de la bonne ou mauvaise réputation et de l'aubergiste et du voyageur et l'art. 4 du Titre XX de la dite ordonnance laisse aux juges la liberté d'admettre ou de rejeter la preuve par témoins « qui pourra être ordonnée suivant la qualité » des personnes et les circonstances de fait ».

La jurisprudence de l'époque avait même admis, quant à l'argent et aux objets précieux, une atténuation sérieuse au principe de la responsabilité : l'aubergiste ne sera tenu indéfiniment pour des bijoux ou diamants contenus dans les bagages du voyageur, que si ce dernier lui en a fait la déclaration formelle (1). Ce principe, laissé dans l'ombre par les rédacteurs du code fut repris en 1889 et sert de base à nos lois les plus récentes.

(1) Denisart. Collection de Décisions nouvelles, V. Aubergiste, § 3, n° 3.

DEUXIÈME PARTIE

Etude juridique du contrat d'hôtellerie

Nous avons, dès le début de cette étude, appelé contrat d'hôtellerie l'ensemble des relations juridiques qui naissent entre hôtelier et voyageur. Nous ne prétendons pas découvrir en l'espèce un nouveau contrat; nous voyons là seulement une de ces combinaisons qui ont donné naissance à la théorie des contrats complexes : le contrat d'hôtellerie est une synthèse de plusieurs autres contrats, il réunit en une même convention plusieurs opérations distinctes déjà connues et classées et qui pourraient se faire séparément (1).

Le contrat d'hôtellerie, groupement complexe, offre en effet à l'analyse : 1° Un louage de choses, puisque l'hôtelier loue au voyageur une partie de son appartement et de son matériel; 2° Un louage d'ouvrage, puisque l'hôtelier rend au voyageur certains services analogues à ceux qu'on exige des domestiques, ou bien met son personnel à la disposition de son client; 3° Un contrat de dépôt : nous verrons, en effet, que nos lois ont fait de l'hôtelier un dépositaire nécessaire responsable des bagages et effets du voyageur.

(1) V. Planiol. Traité élém. de Droit civil, 1909, t. II, p. 458, note 1.

Le contrat d'hôtellerie emprunte les caractères des contrats dont il est la synthèse. C'est un contrat synallagmatique à raison de ce qu'il entraîne des droits et des obligations pour chacune des deux parties : l'hôtelier s'engage à fournir au voyageur le logement et la nourriture, à le servir convenablement, à veiller sur ses bagages et effets, et en retour le voyageur s'oblige à le rémunérer justement. C'est un contrat sanctionné, car si l'hôtelier a une lourde responsabilité, il a sur les effets du voyageur insolvable ou malhonnête un droit de rétention que la loi qualifie de privilège.

Pour la formation de ce contrat, la rédaction d'un écrit n'est pas nécessaire : néanmoins cet écrit peut se présenter, et cela arrive encore assez souvent : le voyageur prévient l'hôtelier de son arrivée par lettre ou par télégramme, retiendra son logement, discutera et arrêtera les prix ; le contrat existe alors, mais il n'est pas moins parfait en l'absence de tout engagement écrit.

Le plus souvent le contrat prendra naissance par l'entrée pure et simple du voyageur dans l'hôtellerie. L'hôtelier, en effet, est en état permanent de pollicitation ; de même que le négociant qui étale sa marchandise et en affiche le prix est obligé de céder ses produits au premier venu qui accepte d'en payer le prix indiqué, de même l'hôtelier se trouve engagé vis-à-vis du premier visiteur qui se présente dans le but d'être logé et nourri. C'est, du reste, ce à quoi il s'oblige par son enseigne, sa maison toujours ouverte, son tarif le plus souvent affiché à l'entrée : le voyageur

qui franchit la porte de l'hôtel est censé adhérer à la pollicitation de l'hôtelier, et ce simple accord de volontés est générateur d'obligations.

Les conflits, du reste, sont rares au sujet du prix à payer : le temps est passé où les logeurs basaient leur tarif sur le rang et la fortune de celui qu'ils recevaient et où il n'y avait qu'une seule hôtellerie pour loger tout le monde; maintenant les guides, les réclames, les prospectus, les affiches, l'apparence surtout de l'hôtel préviennent le voyageur de ce qu'il aura vraisemblablement à payer et le gardent des surprises désagréables : il y a des hôtels de toutes classes, et le voyageur saura bien choisir suivant ses ressources.

L'ensemble des relations juridiques qui naissent entre l'hôtelier et le voyageur forment donc un contrat complexe, synallagmatique, qui naît tacitement du moment où le voyageur entre dans l'hôtellerie. La complexité même de ce contrat et son caractère synallagmatique nous en dicteront le plan d'étude; nous verrons successivement :

I. — Les obligations de l'hôtelier quant à la personne du voyageur.

II. — Les obligations de l'hôtelier quant aux effets du voyageur. (Responsabilité civile et pénale de l'hôtelier.)

III. — Les obligations du voyageur et la sanction légale de ces obligations.

CHAPITRE PREMIER

OBLIGATIONS DE L'HOTELIER QUANT A LA PERSONNE DU VOYAGEUR

Avant d'examiner les obligations qui incombent à l'hôtelier, quant à la personne du voyageur descendu chez lui, une question préalable s'offre tout naturellement à l'esprit, et dont la solution ne laisse pas d'être inquiétante : L'hôtelier peut-il refuser de recevoir tel voyageur ?

La première réponse donnée à la question émane d'une ordonnance royale du 20 janvier 1563, rendue par Charles IX; elle avait pour but de pourvoir à l'excessive élévation des prix qu'exigeaient les hôteliers, et à cet effet elle ordonnait qu'il fut dressé par les officiers des lieux un tarif de ces prix; et pour assurer l'exécution de cette mesure, elle défendait aux hôteliers de se refuser sans cause légitime à recevoir les voyageurs, et de fermer les hôtelleries durant les six mois qui suivraient la publication de l'ordonnance. Depuis lors, les lois de 1791, en établissant la liberté du commerce ont permis aux hôteliers de fixer librement le tarif de leurs prix; elles ont abrogé par là même les dispositions de l'ordonnance qui n'étaient que des mesures d'exécution; c'est, du reste, dans ce sens que s'est prononcée la Cour de Cassation dans

un arrêt du 4 avril 1846 (1) : « Attendu que l'art. 19
« de la dite ordonnance, qui défendait aux hôteliers de
« se refuser sans cause légitime à recevoir les voya-
« geurs, comme l'art. 22 qui leur défendait même de
« fermer leurs hôtelleries pendant les six mois qui sui-
« vraient la publication de la dite ordonnance, loin
« d'être des mesures de police générale, n'étaient qu'un
« moyen d'assurer l'exécution du tarif; que dès lors
« ces articles se sont trouvés abrogés de plein droit
« lorsque les lois de 1791 en établissant la liberté du
« commerce ont abrogé les dispositions principales de
« la dite ordonnance touchant le tarif; Rejette... »

La Cour de Cassation décide donc que le contrat d'hôtellerie se forme « intuitu personæ », et que c'est en considération de la personne du voyageur que l'hôtelier accepte ou non de l'héberger. Tel n'est pas notre avis; nous avons déjà dit que l'hôtelier était en état de sollicitation permanente et que le contrat se formait par l'entrée du voyageur dans l'hôtel, acte considéré comme une acceptation tacite de la sollicitation du patron; si la solution de la Cour de Cassation était admise, un voyageur parfaitement honorable pourrait se trouver sans gîte par suite de la mauvaise volonté d'un patron ou de l'entente de plusieurs. Le voyageur est en droit de compter sur l'hospitalité mercenaire proposée par les annonces et les affiches, et ne doit pas être à la merci d'un caprice du patron;

(1) Cass. 4 avril 1846. Dalloz 46-4, 354-5.

éconduit sans motif plausible, il est en droit de réclamer des dommages-intérêts.

Bien entendu, nous faisons toutes réserves pour le cas où il s'agira d'un voyageur suspect, peu honorable et notoirement insolvable; il est également évident que l'hôtelier pourra refuser de recevoir chez lui ou mettre à la porte de son hôtel le client dont la conduite dissolue compromettrait le bon renom de son établissement, ou dont les manières et la tenue pourraient causer le départ des autres locataires. On ne saurait même faire grief à un hôtelier d'avoir refusé de recevoir un malade dont la présence chez lui pourrait lui causer un grave préjudice.

En définitive, nous croyons que l'hôtelier n'a pas le droit de refuser au voyageur l'accès de son établissement, à moins de justes et sérieuses raisons, dont en tous cas les tribunaux apprécieront souverainement la valeur.

Cette question préalable étant examinée, voyons maintenant les obligations de l'hôtelier quant à la personne du voyageur installé à l'hôtel. En principe, le but unique du contrat d'hôtellerie est le logement; on conçoit sans peine que la nourriture et le service en dérivèrent tout naturellement; et sous ces différents rapports, l'hôtelier dut avec le progrès être en mesure de satisfaire aux exigences du voyageur.

I. — *Logement du voyageur.*

Le contrat d'hôtellerie, contrat complexe, emprunte

sur ce point les règles du louage de choses qui en est un élément. Comme tout bailleur, l'hôtelier est tenu de se soumettre aux articles 1719 et suivants du Code civil : il doit délivrer la chose louée, en faire jouir le locataire en l'entretenant en bon état, et garantir son client contre tous troubles et vices.

L'hôtelier doit au voyageur la délivrance de la chose louée, c'est-à-dire mettre à sa disposition le logement sur lequel il est en droit de compter; le plus souvent le voyageur visitera séance tenante plusieurs locaux et fixera son choix à sa guise. Souvent aussi il aura retenu son logement d'avance, et il aura de l'hôtelier une promesse écrite qui lui permettra de forcer celui-ci à exécuter son engagement sous peine de forts dommages-intérêts. Mais si le voyageur n'est pas possesseur d'un engagement écrit, et se heurte à une dénégation de l'hôtelier, il aura difficilement un recours contre lui. Inversement, l'hôtelier obtiendrait facilement devant les tribunaux des dommages-intérêts d'un voyageur qui, ayant retenu par écrit, un logement ne serait pas venu l'occuper à la date convenue, et aurait peut-être privé l'hôtelier d'un bénéfice sur lequel il était en droit de compter à une époque d'affluence de la clientèle. Il va sans dire que le local loué doit être délivré en bon état, à l'époque convenue et qu'en cas contraire le voyageur pourrait exiger ou la résiliation du contrat, ou une diminution du montant de la location.

L'hôtelier devra en second lieu entretenir l'appartement loué en bon état, afin que son client en profite

dans la mesure qu'il est en droit d'espérer. Sur ce point encore les règles sont les mêmes que pour le louage de choses; il ne peut toutefois être question de faire supporter par le voyageur les frais de réparations locatives, à raison du peu de durée habituel de son séjour, pas plus qu'on ne peut lui imposer les réparations nécessaires prévues par l'art. 1724, même lorsque leur durée devrait être inférieure à quarante jours. Il ne restera tenu que des dégradations résultant directement de sa faute ou de sa négligence, telles que détérioration des meubles, bris de glaces, taches aux parquets, tapis et tentures.

L'hôtelier doit enfin assurer à son client la jouissance paisible du local loué. Il est garant de tous troubles de droit et de fait, et parmi ces derniers tant de ceux dépendant de son fait personnel que de ceux venant des tiers; à cet égard il sera responsable de la gêne apportée par les colocataires soit par leur bruit, soit par leur conduite. Il est également garant des vices de la chose louée, sauf des vices apparents et notoires, à la condition toutefois que le voyageur les ait connus lors de sa mise en possession; l'hôtelier ne pourrait s'y soustraire qu'en alléguant et en prouvant le cas fortuit ou la force majeure.

II. — *Fourniture de vivres et de services.*

Le voyageur peut, en outre exiger de l'hôtelier certains services et prestations que l'usage et la jurisprudence, à défaut de la loi, ont consacré. Ces soins,

dans leur ensemble, constituent « le service », ils comprennent, d'une façon générale, le nettoyage de la chambre et les soins donnés aux vêtements. Dans les auberges et les petites hôtelleries, le patron fait souvent lui-même le service; dans les hôtels, c'est son personnel qu'il mettra à la disposition du voyageur, pour les exigences du ménage et du service.

L'hôtelier doit encore remettre fidèlement au voyageur toute la correspondance qui lui est adressée à l'hôtel et généralement tous les objets déposés ou envoyés à son nom. La jurisprudence a consacré cet usage en condamnant à des dommages-intérêts l'hôtelier qui, soit volontairement, soit par une faute inexcusable a détourné ou perdu une partie du courrier adressé à un voyageur (1).

En effet, le voyageur a fait chez son hôte une véritable élection de domicile; il a donc le droit de réclamer tous les avantages qu'il tirerait d'un véritable domicile; c'est encore un élément constitutif du contrat d'hôtellerie, élément auquel correspond tout naturellement une partie de la rémunération exigée par l'hôtelier.

Quant à la nourriture fournie au voyageur, il convient de distinguer parmi les établissements ceux qui imposent au voyageur d'y prendre ses repas, ceux qui lui laissent la faculté de se nourrir à l'extérieur, et ceux qui ne fournissent pas la nourriture; souvent le prix de la chambre est majoré pour le client qui ne

(1) Trib. de la Seine 7 Mai 1869. Sirey 69-2-336.

prend pas ses repas à l'hôtel; bien entendu le voyageur devra être mis au courant de cette clause. De toutes façons, il pourra exiger de l'hôtelier une nourriture saine et suffisante, plus ou moins raffinée suivant le rang de l'hôtel et le prix perçu; la jurisprudence est prête à lui accorder des dommages-intérêts dans le cas où il établit que la négligence de l'hôtelier ou la mauvaise qualité des aliments ont porté préjudice à sa santé.

L'évidence même de ces observations nous dispense d'insister davantage sur les obligations se référant à la personne du voyageur : elles dérivent donc en majeure partie et tout naturellement du contrat de louage de choses et de services, et sont toujours dictées par le plus élémentaire bon sens.

CHAPITRE II

OBLIGATIONS DE L'HOTELIER QUANT AUX EFFETS DU VOYAGEUR

L'étude de ces obligations constitue la partie la plus intéressante du contrat d'hôtellerie. C'est, en effet, la grosse question de la responsabilité hôtelière que nous allons examiner en elle-même, et dans ses phases successives; cette question a profondément ému la jurisprudence et le législateur, et provoqué des arrêts et des dispositions législatives récentes. L'élément du contrat d'hôtellerie auquel elle se réfère est le dépôt, et nous allons chercher tout d'abord si en cette circonstance il n'a pas un caractère spécial. Nous aborderons ensuite la responsabilité civile et pénale de l'hôtelier, et son évolution depuis la rédaction du Code civil.

Nous diviserons donc ainsi notre chapitre deuxième :

- I. — Le dépôt dans le contrat d'hôtellerie.
- II. — Responsabilité civile de l'hôtelier.
- III. — Responsabilité pénale de l'hôtelier.
- IV. — La responsabilité de l'hôtelier ne doit-elle pas être étendue à d'autres personnes analogues ?

SECTION I

Le dépôt dans le contrat d'hôtellerie.

La responsabilité de l'hôtelier, sur laquelle nous allons insister tout particulièrement au cours de cette étude, découle de ce fait qu'il est un dépositaire nécessaire. Telle est du moins la décision du Code :

« Art. 1952. — Les aubergistes ou hôteliers sont « responsables comme dépositaires des effets apportés « par le voyageur qui loge chez eux; le dépôt de ces « sortes d'effets doit être regardé comme nécessaire. »

« Art. 1953. — Ils sont responsables du vol ou du « dommage des effets du voyageur, soit que le vol ait « été fait ou que le dommage ait été causé par les « domestiques et préposés de l'hôtellerie, ou par des « étrangers allant et venant dans l'hôtellerie. »

En réalité, il n'intervient aucun contrat de dépôt entre l'hôtelier et le voyageur; néanmoins la loi considère que tacitement, par le fait de son séjour dans l'hôtellerie, le voyageur a entendu faire du patron le dépositaire de ses effets et bagages; qu'il en ait été avisé ou non, qu'il les ait reçus ou non en mains propres, l'hôtelier est le dépositaire de tout ce que le voyageur apporte avec lui dans l'hôtel ou dans les locaux en dépendant, tels qu'écuries, remises, garages, etc... Non seulement le législateur a vu là un contrat tacite, mais encore il a assimilé ce dépôt à un dépôt nécessaire; or, le dépôt nécessaire est « celui qui a été forcé « par quelque accident, tels qu'un incendie, une ruine,

« un pillage, un naufrage ou autre événement impré-
« vu ». (Art. 1949.)

Est-ce à dire que le voyageur soit dans un des cas précités ? Il n'en est pas question. Quelle considération a donc pu faire assimiler ce dépôt tacite à un dépôt nécessaire ? Le critérium du dépôt nécessaire est cette force majeure qui a contraint le déposant à agir malgré lui ; mais dans le cas du voyageur où donc apparaîtra cette force majeure qui le forcera à choisir tel hôtelier plutôt que tel autre ? Ce n'est pas en raisonnant de cette façon qu'on pourra découvrir les motifs qui ont dicté la solution du législateur : la force extérieure, la nécessité apparaît dans ce fait que lorsque le voyageur descend dans une hôtellerie, qu'il y soit contraint ou non, il est toujours forcé d'emporter avec lui un certain nombre d'effets ou objets, ne seraient-ce que ses vêtements, et de les introduire avec lui dans l'hôtellerie ; là est le caractère nécessaire du dépôt chez l'hôtelier. C'est pour cette raison que l'hôtelier ne répond pas dans les termes des articles 1952 et 1953 des effets déposés chez lui par un voyageur qui ne loge pas dans son établissement.

De ce que l'hôtelier est considéré comme un dépositaire nécessaire, il résulte :

1° Que la preuve testimoniale est admissible contre lui-même au-dessus de 150 francs ; un écrit n'est pas exigé, quelle que soit la valeur des effets déposés. Cette disposition est empruntée à l'Ordonnance d'avril 1667, titre XX, art. 4 ; c'est encore en s'inspirant de cette ordonnance que le Code accorde au juge le droit de

refuser la preuve testimoniale quand elle lui paraît suspecte : art. 1348, § 2 : « Ces règles s'appliquent « également aux dépôts faits par les voyageurs en lo-
« geant dans une hôtellerie, le tout suivant la qualité
« des personnes et les circonstances du fait. » Sans cette réserve, en effet, explique Pothier, un client indélicat pourrait avec la connivence de deux compères, prouver un apport prétendu d'objets de valeur dans un hôtel, et faire condamner comme responsable un hôtelier qui ne pourrait faire la preuve du contraire.

2° L'hôtelier dépositaire nécessaire est assimilé au dépositaire salarié. Il en résulte qu'il est tenu d'apporter à la garde de la chose déposée, plus de soins qu'il n'en prend pour ses propres affaires; cette assimilation est d'ailleurs fort logique, car la rémunération du dépôt est certainement un des éléments constitutifs du salaire de l'hôtelier : « Entre l'hôtelier et le voyageur, nous dit M. Pont, T. I, n° 521, intervient un
« contrat de dépôt qui diffère du dépôt volontaire en
« ce qu'il est non pas un simple office d'ami, mais
« un service rendu en considération du bénéfice que le
« séjour du voyageur dans l'hôtel procure à l'hôtelier. » Pour cette raison, l'hôtelier ne peut invoquer comme excuse la négligence dans ses propres affaires, et reste tenu de sa « culpa levis in abstracto ». Tel est l'avis unanime des auteurs modernes (1) et de la jurisprudence (2).

(1) V. Planiol, *Traité élém. de Droit civil* 1909-2-220.

(2) V. *Journal La Loi*, 16 Décembre 1892 : « Attendu, dit un

3° Le dépositaire ordinaire n'est tenu de rendre la chose déposée que dans l'état où elle se trouve au moment de la restitution; il n'est pas tenu des détériorations ne résultant pas de son fait. Ainsi décide l'art. 1933, libérant le dépositaire de toute restitution en cas de vol ou de perte fortuite. Mais l'hôtelier échappe à ce bénéfice et l'art. 1954 ne le décharge que s'il prouve que le vol « a été fait avec force armée ou tout autre cas de force majeure ». Il reste donc responsable du vol simple quel qu'en soit l'auteur, son préposé ou toute autre personne. Nous constatons là encore une conséquence de la mauvaise réputation dont jouissaient autrefois les aubergistes et hôteliers, qu'on croyait capables d'une connivence secrète avec les voleurs pour dépouiller les voyageurs.

Ces dispositions indiscutablement très dures pour l'hôtelier ont été dictées au législateur par la force des choses : il lui fallait se prononcer en faveur de l'hôtelier ou du voyageur; la cause de celui-ci, livré aux aléas du voyage, des séjours passagers dans des maisons étrangères, souvent objet de convoitises en raison de sa fortune, lui parut meilleure; et il sacrifia l'hôtelier qui, d'ailleurs, est à même de prendre toutes les précautions de surveillance nécessaires, de contracter

jugement du Tribunal d'Oran du 30 novembre 1892, que les logeurs en garnis, assimilés aux hôteliers, sont tenus, sous leur responsabilité, de faire la police des maisons où ils exercent leur industrie; que cette responsabilité n'est limitée que par une force majeure ou par une faute caractérisée du voyageur de nature à mettre en défaut la vigilance du logeur..., etc. »

des assurances convenables, et en somme de ne pas embrasser une profession dont les responsabilités lui semblent trop lourdes.

Beaucoup d'hôteliers ont cru se mettre à couvert en faisant placarder dans les chambres de leurs établissements des affiches avertissant les voyageurs qu'ils déclinaient la responsabilité légale. Cette mesure est-elle suffisante pour exonérer l'hôtelier ? La majorité de la doctrine se prononce dans le sens de l'affirmative ; mais la jurisprudence a décidé que ces affiches ne serviraient aux juges que d'éléments d'appréciation pour savoir si le voyageur n'aurait pas quelque faute à se reprocher ; que ces affiches ne peuvent avoir de valeur que si les voyageurs acceptent les conditions posées ; que dans tous les cas, l'hôtelier reste toujours responsable. La Cour d'appel d'Aix, infirmant un jugement du Tribunal de commerce de Marseille, du 9 novembre 1898, a d'ailleurs jugé que l'abstention du voyageur qui, malgré l'avis imprimé l'y invitant, ne déposait pas ses bijoux au bureau de l'hôtel, ne constituait pas une faute (1).

Il est bien évident que l'hôtelier n'est tenu aussi rigoureusement que si c'est en sa qualité d'hôtelier que les effets lui ont été confiés, c'est-à-dire en raison de la nécessité où s'est trouvé le voyageur de laisser ce dépôt dans l'hôtellerie. Pour un dépôt ordinaire, l'hôtelier rentre dans le droit commun : tel est, par exemple,

(1) Aix 26 octobre 1899. Dalloz 1901-2-304.

le cas où un tiers lui confie un objet qu'une autre personne passera prendre.

Nous voyons donc que le principe qui fait de l'hôtelier un dépositaire nécessaire est bien fondé; nous le retrouverons d'ailleurs dans toutes les législations étrangères qui l'ont adopté en basant sur lui leurs systèmes de responsabilité hôtelière. Il nous reste maintenant à chercher si cette responsabilité doit être maintenue sans limite, ou si, au contraire, le voyageur doit être tenu à certaines précautions dont la négligence exonérerait en partie l'hôtelier de sa lourde responsabilité.

SECTION II

Responsabilité civile de l'hôtelier.

Illimitée à l'origine, la responsabilité de l'hôtelier est aujourd'hui notablement restreinte; trois phases que nous étudierons successivement caractérisent son évolution :

Système du Code civil;

Loi du 12 avril 1889;

Loi du 8 avril 1911.

Mais avant d'en aborder l'examen, nous précisons le sens de certaines expressions employées par les législateurs dans leurs dispositions successives et auxquelles nous croyons utile de donner leur portée exacte.

Et tout d'abord, qu'entend-on par « effets apportés par le voyageur » ?

Sous cette expression, nous rangeons non seulement les vêtements et objets servant à l'usage personnel du voyageur, mais d'une façon générale tout ce qu'il apporte ou amène avec lui dans l'hôtellerie et ses dépendances : vêtements, linge, bijoux, valeurs, marchandises, chevaux, voitures.

Cette opinion, généralement admise, a cependant rencontré des adversaires : la loi ne parlant que des « effets apportés par le voyageur », des auteurs éminents ont soutenu que cette expression devait être appliquée restrictivement et qu'elle excluait les chevaux, voitures, animaux domestiques, d'une façon générale tout ce qui est amené et non pas apporté par le voyageur. Adoptant une opinion émise par M. Benoît Rul dans une thèse précédente (1), nous croyons que le législateur a voulu grouper tous ces cas sous la même expression, et qu'il a pris celle englobant généralement la majorité des cas : le voyageur, en effet, apporte plus de choses qu'il n'en amène. La jurisprudence, d'ailleurs, continuant les traditions de notre ancien droit, consacre journellement cette opinion.

L'étendue de la responsabilité de l'aubergiste doit être examinée également au point de vue des locaux et du personnel.

La responsabilité de l'hôtelier existe non seulement pour l'hôtel mais pour toutes ses dépendances, annexes, écuries, remises, cour, omnibus et même simple voiture à bras servant à porter les bagages. Signalons à cet égard parmi tant d'autres, une décision intéres-

(1) V. Benoît Rul. *Le Contrat d'Hôtellerie*, Paris, 1906.

sante du Tribunal de commerce de Marseille, du 5 mars 1912 (1), au sujet des omnibus portant le nom, de l'hôtel dont ils dépendent : « Lorsqu'un omnibus, « nous dit en l'espèce la *Gazette des Tribunaux*, porte « en évidence l'enseigne d'un hôtel pour attirer les « voyageurs à la sortie d'une gare, les clients de cet « hôtel sont fondés à penser que cet omnibus stationne « pour le compte du propriétaire de l'hôtel et que « toutes précautions ont été prises par ce dernier pour « la surveillance de leurs bagages. Par suite, la responsabilité du propriétaire de l'hôtel est engagée au « cas où des bagages remis au cocher de l'omnibus par « un voyageur ne peuvent être retrouvés. Mais il y a « lieu dans l'évaluation du chiffre des dommages-intérêts, de tenir compte de la négligence du voyageur « qui a laissé charger, la nuit, sur une voiture une « valise légère que le cocher devait supposer ne renfermer que du linge de corps et non des objets précieux, et qui n'a ni appelé l'attention du cocher sur la valeur du colis, ni exercé par lui-même aucune surveillance tant avant le départ de la gare qu'au moment de l'arrêt devant l'hôtel... »

D'autres arrêts absolument probants pour notre thèse ont déclaré l'hôtelier responsable des vols commis sur une voiture du voyageur laissée devant la porte de l'hôtellerie faute de remise, de cour, ou de place pour la mettre (2).

(1) *Gazette des Tribunaux*, avril 1912.

(2) Limoges, 23 Décembre 1847. Dalloz, 50-2-170, et Amiens, 1^o Décembre 1845. Sirey, 47-2-238.

Au point de vue de leur personnel, les hôteliers répondent naturellement des fautes commises par leurs préposés. Cette responsabilité est celle du droit commun prévue par le § 4 de l'art. 1384 du Code civil. Aucune excuse ne peut justifier le patron d'avoir mal choisi ou mal surveillé ses domestiques : le voyageur est en droit de compter sur la parfaite honnêteté et la vigilance constante du personnel que le patron a mis là précisément pour protéger le voyageur et assurer sa sécurité : c'est ainsi qu'un hôtelier fut rendu responsable d'un vol de diamants commis par un domestique chargé de brosser les vêtements d'un voyageur qui cependant avait commis l'énorme imprudence de laisser des diamants dans ses poches.

Un arrêt de la Cour d'appel de Saïgon, du 13 mai 1893, a également rendu un hôtelier responsable d'un vol à main armée commis par des domestiques, bien que la force armée exonérât généralement l'hôtelier de toute responsabilité.

Les hôteliers répondent non seulement de leurs préposés mais encore des « étrangers allant et venant dans l'hôtel », et ce terme très général d'étrangers comprend aussi bien les voyageurs que tout individu s'introduisant dans l'hôtel sous un prétexte quelconque, tel que fournisseur ou voisin : il suffit que le vol ait eu lieu dans l'hôtel ou ses dépendances. Cette solution rigoureuse est la conséquence de cette tendance de notre ancien droit à craindre que l'hôtelier ne se fasse le complice des malfaiteurs qu'on rencontrerait chez lui.

Lorsque le vol a été commis par des étrangers, une

seule considération peut diminuer ou même parfois supprimer la responsabilité de l'hôtelier; c'est la faute du voyageur, faute provenant le plus souvent d'une imprudence grave ou d'une négligence impardonnable. Dans de nombreux arrêts, la jurisprudence a appliqué ce tempérament à la responsabilité de l'hôtelier; mais comme il s'agira toujours d'une question de fait, il est pour ainsi dire impossible d'ériger un principe, d'établir un critérium; nous ne pouvons que citer quelques exemples des cas où la jurisprudence a rendu le voyageur responsable de sa faute ou négligence : le voyageur, malgré l'avis de l'hôtelier, a négligé de fermer la porte de sa chambre, ou bien il a laissé la clef dans la serrure, ou bien il s'est laissé berner par des personnes malhonnêtes qu'il a lui-même introduites dans son appartement (1). De même un hôtelier n'est pas responsable d'un vol du sac à main de valeur qu'un voyageur a laissé sur une chaise dans le hall de l'hôtel et n'est venu chercher que le lendemain (2).

Au profit de qui cette responsabilité est-elle encourue ? On a coutume, sur ce point, d'établir une distinction entre les voyageurs temporaires et à demeure; les premiers seuls bénéficieraient de cette responsabilité; il a été jugé dans ce sens que le patron dans l'hôtel duquel des commerçants ont loué des magasins à l'année et une chambre qui leur sert de bureau d'affaires, n'est pas responsable du vol d'une somme d'ar-

(1) Trib. civil de la Seine. 20 février 1906. (Affaire d'Albe.)

(2) Trib. Commerce de Nice, 21 Janvier 1910. Dalloz, 1910-2-40.

gent commis dans cette chambre au préjudice de ces commerçants, ceux-ci ne pouvant être considérés comme de simples voyageurs dans le sens des articles 1952 et 1953 du Code civil (1) : cette solution a été dictée par cette considération que dans le cas d'habitation prolongée dans un hôtel garni, on se trouve en dehors de l'hypothèse spéciale du dépôt nécessaire. Mais que faut-il entendre par habitation prolongée ? Quelle durée doit comporter le séjour dans un hôtel garni pour recevoir cette qualification ? Pendant combien de temps faudra-t-il occuper une chambre garnie pour perdre la qualité de voyageur à titre temporaire et passager ? Il y a là des questions laissées à l'appréciation des juges, mais qu'il est nécessaire pour eux de trancher de façon complète et précise s'ils veulent justifier l'application de l'exception à la règle générale et soustraire le logeur en garni à la responsabilité de l'art. 1952 qui, de droit commun, doit peser sur lui.

Donc, en principe, l'hôtelier est responsable de tout vol commis dans l'hôtellerie, quel qu'en soit l'auteur ; nous avons cependant signalé deux atténuations à ce principe : lorsqu'il y a eu faute ou négligence imputable de la part du voyageur ; et lorsque la victime est une personne habitant l'hôtel à demeure ; nous ajouterons encore deux dérogations formelles apportées par la loi à la responsabilité hôtelière :

1° La première exception se déduit de l'art. 1384 du

„(1) Dalloz Supplément. Dépôt Séquestre, § 77. Trib. civil de Lyon, 24 mai 1899. Dalloz, 1899-2-443.

Code civil : l'aubergiste est irresponsable lorsque le vol est commis par un domestique du voyageur; l'aubergiste n'est pas tenu de surveiller un domestique qui n'est pas le sien, et c'est au voyageur qu'on peut reprocher, cette fois, d'avoir mal placé sa confiance.

2° La seconde exception est formulée par l'article 1954 du Code civil : « Les aubergistes ne sont pas responsables des vols faits avec force armée ou autre force majeure. » Toutefois, nous ralliant à l'avis de M. Wahl (1), nous avons reconnu que si le vol à main armée était commis par les domestiques de l'hôtellerie, la responsabilité ne cessait pas. Mais où commencera le vol « avec force armée » ou autre force majeure ? Comprendra-t-il les vols par escalade et avec effraction ? Sur ce point encore la jurisprudence est hésitante, et il y aurait grand intérêt à préciser un critérium. Nous ne croyons pas que le vol avec escalade ou effraction puisse être déclaré de force majeure : une surveillance plus active, des moyens de fermeture plus perfectionnés auraient sans doute pu l'éviter, et selon nous la responsabilité de l'hôtelier demeurera entière. Nous trouvons dans ce sens un vieil arrêt du Parlement de Toulouse du 27 février 1584 qui rendit un aubergiste responsable d'un vol commis dans une écurie, alors que les malfaiteurs avaient dû percer la muraille pour se frayer un passage.

En tous cas, la responsabilité de l'hôtelier étant posée en principe, c'est toujours à celui-ci qu'il appartiendra

(1) Note sous Cassation, 5 février 1894, Sirey 1895-1-417.

de prouver la faute du voyageur ou du domestique du voyageur, ou d'établir la force majeure qu'il allègue.

L'aubergiste pourrait-il s'exonérer par une convention passée avec le voyageur ? Il ne s'agit évidemment pas du cas, fort rare, d'ailleurs, où une stipulation expresse suivie d'une acceptation sera intervenue entre l'hôtelier et son client : il est évident que les conventions étant libres, celle-là serait parfaitement valable, réserves faites cependant pour les fautes commises par l'hôtelier ; nous avons en vue le cas où l'hôtelier croit s'exonérer de toute responsabilité par un avertissement émanant le plus souvent d'une pancarte accrochée dans les chambres : il n'y a là qu'une déclaration unilatérale de volonté, et le séjour du voyageur dans l'hôtel ne constitue pas une acceptation tacite de conditions aussi arbitrairement imposées ; peut-être n'aura-t-il pas lu l'avis ; s'il est étranger, il peut ne l'avoir pas compris ; tout au plus ces avis pourraient-ils être pris en considération pour mettre, dans une certaine mesure, les voyageurs en garde contre leur propre négligence : c'est, du reste, la règle adoptée par le Code fédéral suisse, et consacrée par les jurisprudences allemande et française.

Ces généralités étant posées, revenons à l'évolution suivie par la responsabilité civile de l'hôtelier depuis la rédaction du Code jusqu'à nos jours.

§ 1. — *Système de Code civil.*

(Art. 1953 primitif)

L'art. 1953 était primitivement ainsi conçu :

« Les aubergistes ou hôteliers sont responsables du
« vol ou du dommage des effets du voyageur, soit que
« le vol ait été fait ou que le dommage ait été causé
« par les domestiques et préposés de l'hôtellerie ou par
« des étrangers allant et venant dans l'hôtellerie. »

A prendre à la lettre les termes de cet article, l'aubergiste ou hôtelier est indéfiniment responsable; comme, d'autre part, le dépôt dans l'hôtellerie est assimilé à un dépôt nécessaire, et que pour un tel dépôt la preuve par témoins est admise même au-dessus de 150 francs, la situation de l'hôtelier aux termes de l'art. 1953 primitif paraît particulièrement périlleux. Le voyageur pourra-t-il prouver indéfiniment, sans aucune limite et par témoins, le dépôt qu'il prétend avoir fait dans l'hôtellerie ? La question s'était déjà posée au moment de la rédaction de l'ordonnance de 1667 ; à cette époque, les aubergistes avaient un peu gagné dans l'estime publique et le président de Lamoignon s'éleva contre le projet portant que la preuve par témoins serait admise sans limite contre les hôteliers, disant qu'admettre cette preuve serait « abandonner
« les aubergistes à la discrétion des filous et gens de
« toutes sortes logeant chez eux ». Il proposait qu'à l'avenir les juges tinssent compte de la réputation de

l'aubergiste et du voyageur, et se défiassent des dépositions complices; ces observations portèrent leur fruit et l'art. 4 de l'Ordonnance de 1667 fut ainsi rédigé : « La preuve par témoin pourra être ordonnée suivant la qualité des personnes et les circonstances de fait ». Denisart va plus loin, et prétendant même restreindre dans une certaine mesure le pouvoir arbitraire du juge, il proteste de la façon suivante contre la responsabilité indéfinie de l'hôtelier : « On n'est pas libre de rendre « l'aubergiste responsable de sommes indéfinies en « supposant dans les malles des effets précieux tels « que diamants et bijoux qui ne seraient pas présu- « més y être : en pareil cas, il faut déclarer à l'auber- « giste qu'on est porteur d'effets précieux dont on le « charge momentanément... »

Et dans ce sens, deux arrêts de 1677 et 1687 (1) nous prouvent que la jurisprudence avait déjà admis, quant à l'argent et aux effets précieux, une atténuation appréciable au principe de la responsabilité : elle distinguait d'une part les effets ordinaires du voyageur auxquels elle assimilait les objets déposés entre les mains de l'aubergiste, et d'autre part les objets de valeur non déposés : pour les premiers, l'aubergiste était responsable « in infinitum » ; pour les seconds, il n'était tenu que partiellement.

Lors de l'élaboration du Code civil, la commission de rédaction proposait un texte d'art. 38 qui, rejetant la distinction admise par les parlements, s'exprimait

(1) V. Merlin. Répertoire « Hôtelier » § 1.

ainsi : « L'hôtelier ou aubergiste est responsable des « effets apportés par le voyageur, encore qu'ils n'aient « point été remis à sa garde personnelle » ; cette responsabilité illimitée parut exagérée à la section de législation du Tribunat qui présenta les observations suivantes : elle jugeait suffisant l'art. 37 qui déclare formellement les aubergistes ou hôteliers responsables des effets du voyageur, le dépôt de ces sortes d'objets devant être regardé comme nécessaire ; la loi doit se contenter d'établir un principe général, et laisser le reste à l'arbitraire du juge : c'est, d'ailleurs, ce qu'elle a déjà fait au titre des contrats et obligations conventionnelles en général lorsque l'art. 247, autorisant la preuve par témoins pour le dépôt nécessaire, se termine par ces termes : « Le tout suivant la qualité des personnes et les circonstances de fait. »

Ces observations eurent pour résultat la suppression de l'art. 38 ; les art. 39, 40, 41 devinrent les art. 1952, 53, 54 actuels : il n'est donc pas douteux que le Tribunat désirait maintenir l'ancienne jurisprudence, et admettre la distinction que nous faisons précédemment ; cependant, quand on lit simplement les art. 1952 et 53 du Code civil, on ne voit pas comment leurs termes peuvent permettre une telle interprétation : l'art. 1952 rend l'aubergiste responsable des effets apportés par le voyageur sans aucune restriction, et l'art. 1953 qui envisage les cas de vol et de dommage est tout aussi général.

En dépit des termes formels du Code civil primitif, la jurisprudence paraît s'être conformée aux traditions

anciennes et s'être ingéniée à trouver le moyen d'atténuer la responsabilité illimitée établie par les articles 1952 et 1953. Elle y parvint en usant de la faculté que lui donnaient les articles 1348 et 1369. L'art. 1348 permet aux juges d'admettre ou de rejeter la preuve par témoins et de ne lui accorder que le crédit inspiré par les circonstances. Quant à l'art. 1369 il se réfère au serment litisdécisoire sur la valeur de la chose demandée : ce serment ne peut d'ailleurs être déféré au demandeur, que lorsqu'il est impossible de prouver autrement la valeur de la chose demandée ; et « le juge « doit même, dans ce cas, déterminer la somme jusqu'à « concurrence de laquelle le demandeur en sera cru « sur son serment » ; c'était bien là donner au juge le moyen de limiter la responsabilité de l'hôtelier ; aussi de nombreux arrêts des tribunaux ont restreint cette responsabilité par une évaluation raisonnable des bagages du voyageur.

Depuis longtemps déjà les hôteliers avaient cru se soustraire à cette terrible responsabilité en affichant bien en vedette sur les murs de leurs établissements des placards aux termes desquels ils prétendaient ne répondre que des objets de valeur à eux spécialement confiés et remis entre leurs mains. Nous avons vu précédemment pour quelles raisons la jurisprudence, d'accord avec la majorité des auteurs, avait déclaré que ces avis ne pouvaient lier les voyageurs. Néanmoins, nous croyons que, sans décharger l'hôtelier, la présence de tels avis peut, dans une certaine mesure, atténuer sa responsabilité : le voyageur qui est présumé avoir

pris connaissance de ces avis est, de ce fait, mis en garde contre les entreprises malhonnêtes, et commet une imprudence en conservant avec lui ou en laissant dans sa chambre, malgré l'avis de l'hôtelier, les objets de valeur qu'il aurait apportés.

§ 2. — *Loi du 18 avril 1889.*

Ainsi donc, sous le système du Code civil primitif, les tribunaux, considérant la loi comme trop sévère pour l'hôtelier, avaient trouvé le moyen de juger à peu près arbitrairement. Aussi, avant 1889, trouve-t-on en matière de responsabilité hôtelière, quantité d'arrêts qui, se prononçant sur des questions absolument identiques les tranchent de façon diamétralement opposée. D'autre part, comme l'a fait très justement remarquer M. Rul (1), l'accroissement extraordinaire des valeurs au porteur permettait aux voyageurs d'emporter avec eux beaucoup d'argent, quelquefois même leur fortune entière. Dans ces conditions, il était infiniment trop rigoureux de rendre l'hôtelier responsable de la perte ou du vol de telles valeurs lorsqu'elles n'étaient pas déposées entre ses mains. Justement émus d'un tel danger, les hôteliers de France présentèrent aux pouvoirs publics une pétition couverte de plus de 800 signatures; la Chambre s'y intéressa et le 9 avril 1884 le projet de loi suivant était déposé par MM. Gâtineau et Lisbonne, députés :

(1) V. Rul. *Contrat d'Hôtellerie*. Paris 1906, p. 84.

« Le paragraphe de l'art. 1953 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit : les 2 articles qui précèdent ne sont pas applicables aux valeurs au porteur de toute nature apportées ou déclarées par les voyageurs, et qu'ils n'auraient pas déposées aux mains de l'hôtelier. La limite de garantie à raison de la disparition des dites valeurs apportées ou déclarées et non déposées est portée à 1000 francs. Il n'est rien innové aux règles de la responsabilité directe ou indirecte édictée par les art. 1382, 83, 84 du Code civil. »

La Chambre se sépara sans statuer. A la législature suivante, la commission d'initiative parlementaire reprit la question et chargea M. de la Bâtie de rédiger un rapport qui fut déposé le 16 mars 1889. Ce rapport tendait à l'adoption du projet primitif; toutefois M. de la Bâtie réclamait la suppression des mots « ou déclarées » : le fait de déclarer des valeurs sans les déposer entre les mains de l'hôtelier ne servirait à rien au point de vue de la garantie, et une telle déclaration ne pourrait que donner l'éveil aux malfaiteurs en leur signalant la présence des valeurs.

Le texte définitif proposé par le rapporteur et auquel s'arrêta la Chambre fut le suivant : « Cette responsabilité est limitée à 1000 francs pour les espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur de toute nature non déposés réellement entre les mains de l'hôtelier. » Le Sénat, à son tour, vota cette loi le 18 avril 1889 après un rapport de M. Béranger.

La responsabilité de l'hôtelier demeure donc entière pour les valeurs, espèces monnayées, titres au porteur

déposés entre ses mains, et pour les effets ordinaires du voyageur non déposés, y compris les objets précieux tels que bijoux, diamants et dentelles; elle est limitée, au contraire, à 1000 francs pour les valeurs, titres au porteur et espèces monnayées non déposés. Il reste établi cependant que dans le cas où l'hôtelier se trouverait tenu en raison des art. 1382, 83, 84, à la suite d'une faute de sa part ou de ses préposés, sa responsabilité redeviendrait illimitée, et il ne bénéficierait plus de la mesure de faveur de la loi.

Le principe juridique reste donc le même que sous l'art. 1953 primitif; la nature du contrat n'a pas changé : que les effets soient déposés ou non, quelle que soit leur valeur, le dépôt reste toujours un dépôt nécessaire, jouissant en conséquence des faveurs accordées par la loi à cette sorte de dépôt : la rédaction d'un écrit ne sera jamais nécessaire et la preuve par témoins sera admise au-dessus de 150 francs.

§ 3. — *Loi du 8 avril 1911.*

Dans sa séance du 4 avril 1911, la Chambre des députés a adopté le texte de loi suivant :

« Article premier. — La responsabilité des hôteliers
« ou aubergistes est limitée à mille francs pour les
« espèces monnayées, les valeurs, les titres, les bijoux
« et les objets précieux de toute nature non réellement
« déposés entre les mains des aubergistes ou hôteliers.

« Article 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies. »

Ce texte même, qui devint la loi du 8 avril 1911, avait été adopté intégralement le 11 juillet 1910 à titre de proposition de loi par le Sénat, à la suite des très complètes explications du rapporteur M. Poulle. Il fut accepté avec faveur par tous les groupements hôteliers; pour qu'il devint définitif, il fallait qu'il fût accepté et voté intégralement par la Chambre des députés; les hôteliers, dans ce but, insistèrent auprès des députés de leurs circonscriptions.

Mais le 5 décembre 1910, au nom de la commission de la réforme judiciaire chargée d'examiner la proposition de loi adoptée par le Sénat, M. Raoul Péret, député, a déposé un rapport concluant à l'adoption du texte suivant : « Cette responsabilité est limitée à mille
« francs pour les espèces monnayées, bijoux, valeurs
« et titres de toute nature, et les objets précieux ne
« servant pas à l'usage habituel et personnel du voya-
« geur, non réellement déposés entre les mains des
« aubergistes ou hôteliers. » M. Péret appuyait son projet d'une longue argumentation dont il nous semble intéressant de reproduire le texte presque *in extenso* :

« L'addition votée en 1889 ne semble pas encore
« mettre les hôteliers à l'abri de réclamations vraiment
« trop onéreuses. Elle n'a modifié la situation résultant
« pour eux du § 1 de l'art. 1953 qu'en ce qui concerne
« les titres au porteur et les espèces monnayées. A
« la séance du 28 décembre 1903, notre ancien col-
« lègue, l'honorable M. François Arago, avait déposé
« une proposition tendant à ajouter aux titres au por-
« teur et aux espèces monnayées les objets précieux

« de toute nature; cette responsabilité est limitée à
« mille francs pour les espèces monnayées, valeurs ou
« titres au porteur et objets précieux de toute nature
« non déposés réellement entre les mains des auber-
« gistes ou hôteliers. Telle était la proposition soumise
« à la Chambre par M. Arago. Ce texte sortit des déli-
« bérations de la commission de la réforme judiciaire
« complètement transformé, et l'honorable M. Paul
« Bertrand, rapporteur, proposa au nom de cette com-
« mission l'adoption du texte suivant qui aurait cons-
« titué un troisième paragraphe de l'art. 1953 : Cette
« responsabilité est également limitée à mille francs
« pour les bijoux, si les aubergistes ou hôteliers tien-
« nent à la disposition personnelle et exclusive de
« chaque voyageur un coffre-fort spécialement destiné
« à recevoir ces objets et en avisent les voyageurs par
« des affiches apposées dans les chambres et dans les
« lieux de réunion publics de l'hôtel.

« Dans sa séance du 10 juillet 1905, la Chambre,
« après déclaration de l'urgence, vota la rédaction pro-
« posée, et la commission du Sénat, chargée d'exa-
« miner la proposition, conclut par l'organe de M.
« Pouille à son adoption pure et simple. Mais entre le
« dépôt du rapport de l'honorable sénateur et la dis-
« cussion en séance publique, la commission sénato-
« riale modifia profondément le texte de la Chambre,
« et la proposition adoptée en dernière analyse par
« le Sénat se trouve ainsi conçue : Cette responsabilité
« est limitée à mille francs pour les espèces mon-
« nayées, les valeurs, les titres, les bijoux et les ob-

« jets précieux de toute nature non déposés réellement
« entre les mains des aubergistes et hôteliers.

« La commission de la réforme judiciaire ne croit
« pas devoir vous demander d'adopter, sans y appor-
« ter une addition dont la raison va vous être donnée,
« le texte du Sénat. Elle a condamné, comme l'a fait
« ce dernier, le système du coffre-fort dont les incon-
« vénients ont été très nettement exposés à la tribune
« de la haute assemblée par M. Poulle, à la séance du
« 11 juin 1910 : l'obligation d'avoir soit un coffre-fort
« dans chaque chambre, soit un coffre unique servant
« à tous les voyageurs, entraînerait pour les petits
« hôteliers une dépense qui ne serait pas en rapport
« avec les bénéfices de leur industrie. De plus, en cas
« de fracture du coffre, ne viendrait-on pas prétendre
« que celui-ci n'offrait pas toute la solidité désirable,
« ou qu'il se trouvait dans un emplacement trop faci-
« lement accessible aux voleurs, et ne chercherait-on
« pas à mettre en jeu la responsabilité de l'hôtelier ?
« Ces raisons nous ont paru suffisantes pour écarter
« définitivement le texte voté par la loi du 10 juillet
« 1905 et il nous a semblé que les règles qui suivent
« pouvaient être admises : ou le voyageur a déposé
« réellement ses effets entre les mains de l'hôtelier,
« lequel prendra pour leur sauvegarde les précautions
« qu'il jugera à propos, et la responsabilité de l'hô-
« telier doit être entière, quelles que soient la valeur
« et la nature des effets déposés; ou les effets n'ont
« pas été réellement déposés, et la responsabilité peut
« être limitée à mille francs, pour une ou plusieurs

« catégories de choses à déterminer de manière aussi
« précise que possible. Cette détermination ne va pas
« sans difficulté, car il y a à concilier ici l'intérêt des
« hôteliers et aubergistes et celui du voyageur. Sans
« aucun doute, tout le monde reconnaîtra que le voya-
« geur n'est pas fondé à se plaindre de la limitation
« à mille francs pour les objets que la prudence la
« plus élémentaire lui conseillait de ne pas laisser ex-
« posés à toutes les convoitises et de remettre en dé-
« pôt au directeur de l'établissement où il loge, à moins
« qu'il n'ait de ces objets un besoin courant, comme
« s'ils servent chaque jour à son habillement ou lui
« sont indispensables pour son usage personnel dans
« la chambre qu'il occupe.

« Ce principe étant posé, la commission a accepté,
« sans discussion, que l'hôtelier ne fût pas responsable
« au delà de mille francs pour les espèces monnayées,
« les valeurs, les bijoux, les titres de toute nature qui
« ne seraient pas réellement déposés entre ses mains.
« Tout voyageur commet une imprudence, qui laisse
« dans une simple armoire, dans une malle toujours
« facile à fracturer, ou dans un tiroir mal fermé une
« somme d'argent ou des titres quelconques d'une va-
« leur supérieure à mille francs. Nous n'innoverons
« d'ailleurs pas à cet égard, puisque l'art. 1953, tel
« qu'il a été complété par la loi de 1889, visait les
« espèces monnayées, les valeurs ou titres au porteur
« de toute nature. Nous estimons toutefois, avec le
« Sénat, qu'il faut supprimer dans le texte les mots

« au porteur », et qu'il doit s'appliquer à tous les titres même nominatifs.

« Quant aux bijoux, s'il est vrai qu'ils peuvent être, dans une certaine mesure, considérés comme des effets, ils atteignent presque toujours un prix trop élevé pour qu'il ne soit pas excessif d'imposer à l'hôtelier une responsabilité sans limite au cas où ils viendraient à disparaître. Les vols de bijoux sont d'ailleurs fréquents, et il importe de ne pas rendre l'hôtelier victime de l'imprévoyance d'un voyageur ou d'une voyageuse auxquels il suffit, pour en éviter les conséquences, de remettre ses perles, ses diamants, ses parures au bureau de l'hôtel. .

« Mais le Sénat a introduit dans le texte du § 2 de l'art. 1953 les mots « objets précieux », et si la commission a jugé qu'il y avait lieu de les y maintenir, la majorité de ses membres a pensé qu'une réserve s'imposait, réserve qu'il était essentiel de préciser dans le texte et que nous dicte une observation du rapporteur de la proposition au Sénat : « Nous sommes d'avis, disait-il, après avoir indiqué que pour les objets précieux il appartiendraient aux tribunaux d'apprécier suivant les espèces, qu'en ce qui concerne les effets d'habillement qui servent à l'usage personnel et habituel du voyageur, la limitation de responsabilité ne peut pas être invoquée. C'est l'esprit même des articles 1952 et suivants du Code civil, c'est même l'esprit de la loi de 1889; il faut qu'il soit bien entendu que cela reste également l'esprit de la proposition de loi qui vous est soumise si

« elle est adoptée par vous. » Le législateur belge n'a
« pas hésité à inscrire l'exception dans la loi relative
« à la responsabilité des hôteliers et aubergistes, et il
« ne limite celle-ci à mille francs, en ce qui concerne
« les objets précieux, que pour ceux de ces objets « qui
« ne servent pas à l'usage personnel et habituel des
« voyageurs ». Nous ne voyons pas de bonne raison
« pour que le législateur français ne s'approprie pas
« cette formule qui restreindra dans une mesure à la
« fois nécessaire et suffisante le pouvoir d'apprécia-
« tion des tribunaux.

« Il est bon de rappeler que ce point n'avait pas
« échappé aux auteurs de la loi de 1889. MM. Monis,
« Bizarelli, Frédéric Passy et Fernand Faure ayant
« visé dans leur proposition les objets précieux, M. de
« la Bâtie fit valoir, dans son rapport que « les mots
« objets précieux de toute nature » employés par ses
« collègues, sont d'une élasticité telle qu'on pourrait
« les étendre aux dentelles, fourrures, bijoux usuels
« et tous autres objets de prix dont les voyageurs ne
« peuvent être tenus de se déposséder momentanément
« pour en opérer le dépôt aux mains de l'hôtelier ».
« Les bijoux et objets précieux furent exclus par la
« loi de 1889. Aujourd'hui nous admettons les bijoux,
« mot qui a une signification précise; nous voulons bien
« admettre aussi, d'une façon générale, les objets pré-
« cieux, mais précisément à raison du sens assez étendu
« qui peut être attribué à ces mots, nous entendons dé-
« clarer expressément qu'il n'y aura pas de limitation
« de responsabilité lorsque les objets seront à l'usage

« personnel ou habituel du voyageur. Tels seraient,
« pour citer des exemples, les fourrures, les néces-
« saires de toilette et leur contenu, les sacs de voyage,
« et à plus forte raison les vêtements de grand prix.
« Le dire expressément dans la loi, c'est aller au de-
« vant d'une dualité de jurisprudence, qui ne manque-
« rait pas, dans le silence du texte, de se produire,
« des cours ou tribunaux s'inspirant de la pensée du
« législateur, bien qu'elle ne soit pas formulée, d'autres
« ne voulant pas tenir compte des travaux prépara-
« toires et considérant que la limitation de responsa-
« bilité peut être invoquée pour tous les objets pré-
« cieux, quel que soit l'usage auquel ils sont destinés.

« Il est d'autant plus essentiel de protéger le voya-
« geur à cet égard que l'art. 1953 s'applique même en
« cas de dommage causé aux effets du voyageur. Or,
« il serait inadmissible que si, par suite de la négli-
« gence, de la maladresse ou des mauvais desseins du
« personnel de l'hôtel, les voyageurs voyaient dété-
« riorés ou détruits des objets de prix dont raisonna-
« blement on ne peut exiger le dépôt entre les mains
« de l'hôtelier, celui-ci ne fût pas tenu de réparer l'in-
« tégralité du préjudice subi. Les tribunaux auront,
« au surplus, toute latitude pour décider, d'après les
« circonstances, si tel effet, tout en ayant le caractère
« d'objet précieux, n'est pas en même temps destiné
« à l'usage habituel et personnel des voyageurs.

« Le texte soumis à vos délibérations nous semble
« de nature à sauvegarder tous les intérêts en présence
« et nous voudrions simplement, en terminant, signa-

« ler comme réduisant, dans une mesure équitable, les
« risques auxquels sont exposés les hôteliers ou au-
« bergistes, la jurisprudence qui décide que la respon-
« sabilité des uns et des autres peut se trouver atté-
« nuée en cas d'imprudence ou de faute des voyageurs.
« Il sera donc juste d'admettre, en particulier, comme
« cela a été admis jusqu'ici, qu'un hôtelier est affran-
« chi en tout ou en partie des conséquences d'un vol
« commis au préjudice d'un voyageur, lorsque ce voya-
« geur aura laissé dans un lieu de l'hôtel ouvert à
« tout venant, ou dans sa chambre, sans avoir fermé
« la porte et remis la clef au bureau de l'hôtel, des
« effets quelconques lui appartenant.

« Nous avons, en conséquence, l'honneur de vous de-
« mander l'adoption du texte suivant :

PROPOSITION DE LOI

« Art. 1. — Le § 2 de l'art. 1953 du Code civil est
« ainsi modifié : « Cette responsabilité est limitée à
« mille francs pour les espèces monnayées, bijoux, va-
« leurs et titres de toute nature, et les objets précieux
« ne servant pas à l'usage personnel et habituel du
« voyageur non réellement déposés entre les mains des
« aubergistes ou hôteliers. »

« Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie
« et aux colonies. »

Si nos députés avaient voté le texte de M. Péret, c'en
eût été fait de la loi limitant la responsabilité des hô-
teliers et qu'ils étaient sur le point d'obtenir. Pour-

quoi, en effet, avoir ajouté les mots « ne servant pas à l'usage habituel et personnel du voyageur » au texte si précis du Sénat ? Le voyageur soutiendra toujours que les objets précieux qu'il aura apportés à l'hôtel servent à son usage habituel et personnel ; pourquoi les aurait-il apportés s'il en eût été autrement ? La responsabilité des hôteliers pour les objets précieux serait donc restée illimitée et ce texte de loi n'eût été qu'un leurre (1). C'eût été, d'autre part, encourager l'insouciance du voyageur : une femme élégante voyage avec nombre de fourrures, de dentelles, d'objets précieux, de bibelots de toilette de luxe, le tout d'une très grande valeur ; comptant sur la responsabilité illimitée de l'hôtelier, elle ne prendra certainement pas les mêmes précautions de prudence que si elle savait, en cas de vol, n'obtenir qu'une indemnité minime par rapport à la valeur réelle des objets : c'eût donc été là une véritable prime à la négligence, un encouragement au désordre, inadmissible de la part d'un législateur.

D'ailleurs, M. Péret se rendit compte du nouveau danger résultant de sa proposition de loi. Aussi adressa-t-il à la Chambre, au nom de la commission de la réforme judiciaire, un rapport supplémentaire concluant à l'adoption pure et simple du texte de loi si précis voté par le Sénat.

Le 4 avril 1911, la Chambre des députés adopta le texte du Sénat, qui devint la loi du 8 avril 1911. Nous en rappelons encore les termes :

(1) V. à ce sujet le très intéressant article de M. F. Lequime dans *l'Auberge*, numéros du 15 janvier 1911 et suivants.

« Art. 1. — Le § 2 de l'art. 1953 du Code civil est ainsi modifié : « Cette responsabilité est limitée à mille
« francs pour les espèces monnayées, les valeurs, les
« titres, les bijoux et les objets précieux de toute nature, non réellement déposés entre les mains des
« bergistes ou hôteliers.

« Art. 2. — La présente loi est applicable à l'Algérie
« et aux colonies. »

Cette loi réalise donc un immense progrès : La limitation de responsabilité ne peut sans doute être invoquée en ce qui concerne les effets d'habillement quelle que soit leur valeur ; mais, d'autre part, cette limitation permet à un hôtelier d'éviter s'il n'y a pas négligence de sa part ou de celle de ses préposés, la ruine dans le cas où des bijoux de grande valeur ou des sommes importantes auraient été soustraites à un voyageur. La responsabilité de droit commun subsiste ; dans le cas où le voyageur réclamant pourra prouver une faute ou négligence de la part de l'hôtelier ou de ses préposés, il pourra invoquer l'art. 1382 du Code civil et se faire allouer ainsi des indemnités dépassant celles prévues par le nouvel article 1953.

Mais la loi nouvelle apporte une plus grande part de responsabilité en ce qui concerne les dépôts : le voyageur, en effet, confiera de plus en plus à l'hôtelier ses bijoux et ses espèces monnayées. Dépositaire de sommes importantes et de bijoux de grande valeur, le patron d'hôtel devra prendre des mesures de précaution plus minutieuses : il devra notamment s'assurer contre le vol dans une large mesure ; c'est une précaution in-

dispensable qui s'impose à tout hôtelier soucieux de garantir sa responsabilité et de se prémunir contre les ennuis et les frais des procès.

SECTION III

Responsabilité pénale de l'hôtelier.

Quatre articles du Code pénal renferment des dispositions concernant les aubergistes et hôteliers : ce sont les articles 73, 154 (3°), 386 (4°) et 475 (2°).

Trois de ces articles (73, 154 et 475) apportent une sanction pénale à l'obligation imposée à tous aubergistes ou logeurs d'inscrire de suite et sans aucun blanc, sur un registre régulièrement tenu, les noms, prénoms, professions, domiciles, dates d'arrivée et de départ, de toute personne qui aurait logé chez eux, ne fut-ce qu'une nuit. S'il ne s'est pas conformé à cette prescription, l'art. 475 (2°) punit l'hôtelier d'une amende de 5 à 10 francs, « sans préjudice, ajoute ce même article, des cas de responsabilité mentionnés à l'art. 73 du présent Code ».

Or, l'art. 73 du Code pénal dispose :

« Les aubergistes convaincus d'avoir logé plus de
« vingt-quatre heures quelqu'un qui, pendant son sé-
« jour, aurait commis un crime ou délit, seront civi-
« lement responsables des restitutions, indemnités et
« frais adjugés à ceux à qui ce crime ou délit aurait
« causé quelque dommage, faute par eux d'avoir ins-

« crit sur le registre le nom, la profession et le domicile du coupable, sans préjudice de leur responsabilité dans les cas des art. 1952 et 1953 du Code civil. »

Cette sanction très rigoureuse est une précaution prise contre les associations coupables qui pourraient se former entre aubergistes et malfaiteurs : la police a ainsi un contrôle certain sur les individus de passage dans une ville et il devient presque impossible à l'hôtelier complice de favoriser leur départ ou d'égarer les recherches. Mais cet article 73, en raison même de sa rigueur, doit être interprété avec prudence : il énumère plusieurs conditions de la sanction, et l'on doit conclure que l'absence d'une seule de ces conditions le rendrait inapplicable.

C'est dans le même sens qu'est rédigé l'art. 154 (3°) du même Code :

« Les logeurs ou aubergistes qui, sciemment, inscriront sur leurs registres sous des noms faux ou supposés, les personnes logées chez eux, ou qui, de connivence avec elles, auront omis de les inscrire, seront punis d'un emprisonnement de 6 jours au moins et de 3 mois au plus. »

Ces dispositions, dans leur ensemble, visent ces garnis louches des grandes villes, qui ne méritent pas le nom d'hôtels et sont presque exclusivement fréquentés par des gens sans aveu et des repris de justice. Les formalités prescrites seront bien peu de choses pour les hôteliers honnêtes qui s'y conformeront très facilement ; on ne peut cependant obliger l'hôtelier à exiger du

voyageur des pièces d'identité, il est bien forcé de le croire sur sa déclaration; ce n'est d'ailleurs que lorsqu'il y a connivence coupable entre le client et le logeur que ce dernier encourra les rigueurs de la loi.

L'art. 386 (4^e) prévoit le cas où le vol a été commis dans l'auberge par l'aubergiste ou ses préposés; il s'exprime ainsi :

« Sera puni de la réclusion tout individu coupable
« de vol dans les cas ci-après :.....

« § 4. — Si le vol a été commis par un aubergiste,
« un hôtelier, un voiturier, un batelier, ou un de leurs
« préposés, lorsqu'ils auront volé tout ou partie des
« choses qui leur étaient confiées à ce titre. »

Donc, dans ce cas, le vol, de délit devient crime, la peine de la prison fait place à celle de la réclusion. Le législateur a voulu réprimer là un véritable abus de confiance, qui mérite une sévérité d'autant plus grande que le voyageur, étant donné le caractère nécessaire du dépôt, a été forcé de se fier à l'hôtelier.

Dans le Code pénal de 1791, la peine, dans ce cas, était de 8 ans de fer (titre II, sect. II, art. 15); la loi du 25 mai 1824 remplaça cette sanction par la peine de la réclusion, et la loi de 1832 maintint cette mesure en nous donnant l'art. 386 actuel.

SECTION IV

Personnes assimilables aux hôteliers au point de vue de la responsabilité.

« L'auberge ou hôtellerie, dit Denisart, est un lieu
« destiné à recevoir, loger, nourrir les voyageurs et
« leur suite. »

Mais à côté de la profession d'aubergiste ou d'hôtelier il en existe beaucoup d'autres ayant avec elle de grandes analogies, soit qu'elles supposent un dépôt, soit que ce dépôt se présente comme nécessaire. Nous allons examiner les titulaires de ces différentes professions et voir dans quelle mesure il convient de les assimiler aux hôteliers et aubergistes au point de vue de la responsabilité. Il est très difficile d'être intransigeant sur cette question, car si, d'une part, il semble équitable d'interpréter limitativement les dispositions rigoureuses prescrites par la loi, il ne faut cependant pas perdre de vue que le législateur a cherché par tous les moyens à protéger les voyageurs et clients analogues, et à justifier leur confiance. Les auteurs, du reste, sont hésitants, font des restrictions et distinguent généralement suivant la nature et le caractère plus ou moins nécessaire du dépôt. Nous croyons, d'une façon générale, qu'il faut écarter pour tous les commerçants dont nous allons parler une responsabilité aussi rigoureuse que celle de l'hôtelier, d'abord parce que leur commerce ne présente pas tous les ca-

ractères qui nécessitent une pareille rigueur en matière d'hôtellerie; ensuite parce que depuis la rédaction du code, les réformes successives du législateur ayant eu pour but d'améliorer la situation de l'hôtelier, il semblerait injuste de traiter avec une sévérité que le législateur a été le premier à atténuer, des commerçants dont les professions n'ont pas l'importance sociale de celle de l'hôtelier.

Les hôteliers fournissant le plus souvent la nourriture à leurs clients, on est tenté de leur assimiler en premier lieu les restaurateurs et cafetiers. Mais si l'hôtelier est responsable des effets du voyageur, c'est que le voyageur aura apporté avec lui, dans la majorité des cas, un grand nombre d'effets sur lesquels il ne pourra exercer une surveillance effective et continuelle; tandis qu'au restaurant ou au café, le client pourra facilement surveiller ses vêtements et ses paquets en les plaçant près de lui; le restaurateur ou cafetier restera donc tenu dans les termes du droit commun, c'est-à-dire qu'il ne sera pas responsable du vol ou de la perte survenus sans sa faute. Mais s'il a établi un vestiaire, ou s'il perçoit un salaire pour la garde des effets, objets ou vêtements, il est responsable tout comme l'hôtelier, et s'il lui arrive d'invoquer le cas fortuit en sa faveur, il devra en faire la preuve. Tel est, du reste, l'avis de la jurisprudence.

Au sujet des tenanciers de bains publics, la question semble plus délicate, parce qu'il y a nécessité pour le client de se dévêtir, et d'abandonner, durant son bain, la surveillance de ses effets; mais, d'autre part, il est

bien difficile pour un directeur de bains publics de surveiller efficacement son établissement, il lui faudrait un personnel trop nombreux, et la prudence la plus élémentaire conseille au baigneur de ne pas emporter avec lui d'objets précieux : la plupart du temps d'ailleurs, la direction des bains publics, en prévision des vols de porte-monnaie, montres et bijoux, en sollicite le dépôt à la caisse. Les auteurs sur ce point sont hésitants; la jurisprudence a rendu divers arrêts en sens opposé; devant cette incertitude, nous proposerons la même solution restrictive que pour les restaurateurs et cafetiers.

Pour les directeurs de théâtre, la question est tranchée par la jurisprudence : par suite de la difficulté de surveillance de tels établissements, les directeurs ne seront responsables que des objets déposés au vestiaire, parce qu'en préposant un de leurs employés à la garde des vêtements, ils en assument ouvertement la charge.

Quant aux compagnies de wagons-restaurants et de wagons-lits, un jugement du Tribunal civil de la Seine, suivi d'un arrêt de cassation, a tranché la question en refusant l'assimilation de ces compagnies à des hôteliers (1) :

« Attendu, dit cet arrêt, que le contrat qui intervient
« alors et dont le but essentiel est de prendre le voya-
« geur à son point de départ pour le conduire à sa
« destination moyennant un prix dont les divers élé-
« ments sont calculés d'après la distance à parcourir,

(1) Cassation, 11 Mai 1898. Dalloz, 98-1-502.

« est un contrat de transport dont l'exécution est assu-
« rée par le concours simultanément de la compagnie des
« chemins de fer et de la compagnie des wagons-lits;
« — que si en échange d'une majoration de prix, le
« voyageur peut effectuer son trajet dans de meilleures
« conditions de luxe et de confort, cette circonstance
« ne modifie pas la nature juridique du contrat; —
« attendu, dès lors, qu'abstraction faite des fautes
« personnelles à ses agents, la compagnie des wagons-
« lits n'est responsable en vertu des art. 1782 et 1784
« du Code civil, des cas de perte ou d'avaries que pour
« les choses qui lui ont été confiées....

« Attendu que vainement le pourvoi soutient que si
« le voyageur conclut avec la compagnie de chemin de
« fer un contrat ordinaire de transport, il forme en
« même temps avec la compagnie des wagons-lits une
« convention distincte qui constitue un dépôt d'hôtel-
« lerie; — attendu que les caractères du contrat prévu
« par les articles 1952 et 1953 du Code civil ne se
« rencontrent pas dans l'espèce, et qu'on ne saurait
« considérer comme un déposant le voyageur qui ne se
« dessaisit pas de ses bagages à la main, et qui peut
« exercer personnellement sur eux, pendant toute la
« durée du parcours, une surveillance incessante... »

Quant aux logeurs en garnis, nous les assimilons complètement aux aubergistes et hôteliers, suivant sur ce point l'exemple de la jurisprudence et de la grande majorité des auteurs : le législateur, en effet, se sert indifféremment des expressions d'aubergistes, hôteliers, logeurs, loueurs de maisons garnies pour dési-

gner d'une façon générale tout individu qui fait commerce de loger autrui moyennant salaire; du reste, le Conseil d'Etat, dans sa séance du 10 octobre 1844, interprétant l'art. 386 du Code pénal, qui punit de la réclusion le vol des effets du voyageur par l'aubergiste, étend cette sanction aux hôteliers, loueurs de garnis et logeurs sans distinction. Cette assimilation s'impose donc également au point de vue civil : du reste, quelle que soit la dénomination employée, le commerçant en question est toujours celui « qui loge », et c'est bien cette profession que le législateur a voulu viser. Néanmoins, avec la jurisprudence, nous ferons une restriction importante : Cette responsabilité rigoureuse n'existera que vis-à-vis des véritables « voyageurs »; nous prétendons ainsi exclure les individus qui logent en hôtel garni dans la ville où ils exercent une profession, et qui n'offrent pas le caractère passer du voyageur.

CHAPITRE III

OBLIGATIONS DU VOYAGEUR, ET SANCTIONS LÉGALES DE CES OBLIGATIONS

Les obligations du voyageur envers son logeur peuvent se résumer dans la proposition suivante : payer la note que lui présentera l'hôtelier. Cette note devra comprendre non seulement les frais de séjour, tels que location de chambre, nourriture, éclairage et chauffage, mais aussi les indemnités que le voyageur aurait à verser en raison des détériorations ou dégradations qu'il aurait fait subir aux locaux mis à sa disposition. Nous n'avons pas l'intention d'ériger là une règle formelle, la note peut être manifestement exagérée et donner lieu à de nombreuses contestations, nous énonçons simplement un principe.

En dehors de cette obligation capitale, le voyageur, avant de quitter l'hôtel, doit donner congé en temps convenable, tel est du moins l'usage dans la majorité des régions; mais en cette matière, c'est la coutume qui fait la loi : à Paris, le congé est obligatoire, les délais de l'avertissement réciproque sont les suivants : pour la location à la journée, l'avertissement doit être donné le jour même avant midi; pour la location à la semaine, le quatrième jour avant midi; à la quinzaine ou au mois, le huitième ou le quinzième jour avant

midi. Faute d'avertissement dans ces délais, la location continue par tacite reconduction.

Quant à la dette que le voyageur a contractée envers l'hôtelier, elle est sanctionnée par deux dispositions spéciales, nettement en faveur de l'hôtelier :

La première est d'ordre pénal; elle résulte de la loi du 26 juillet 1873 qui a ajouté à l'art. 401 du Code pénal le paragraphe suivant : « Quiconque, sachant
« qu'il est dans l'impossibilité absolue de payer, se
« fera servir des boissons ou des aliments qu'il aura
« consommés en tout ou en partie dans des établisse-
« ments à ce destinés, sera puni d'un emprisonnement
« de 6 jours au moins et de 6 mois au plus, et d'une
« amende de 16 francs au moins et de 200 francs au
« plus. »

Ce texte devant être interprété restrictivement, ne vise que la créance en raison d'aliments pris, et non celle résultant du logement dans l'auberge. Cette sanction pénale n'est donc pas suffisante à garantir totalement l'hôtelier contre l'indélicatesse de son client; la loi civile lui vient heureusement en aide, grâce au privilège établi par l'art. 2102 (5°), que nous allons étudier maintenant d'une façon toute spéciale.

SECTION I

Privilège de l'article 2102-5°

L'art. 2102-5° du Code civil classe parmi les créances privilégiées « les fournitures d'un aubergiste » et

permet d'exercer ce privilège « sur les effets du voyageur qui ont été transportés dans son auberge ».

Si l'on compare l'aubergiste ou hôtelier à tous les autres privilégiés des art. 2101 et 2102 du Code, l'on est frappé des analogies nombreuses que présente la situation de l'hôtelier avec celle de la plupart de ces créanciers; et cet examen suffit à justifier le privilège de l'hôtelier : il est, en effet, propriétaire, et le voyageur est son locataire; il est donc logique qu'il jouisse du privilège du bailleur. N'est-il pas également à l'égard de son client un fournisseur d'aliment? D'autre part, la responsabilité dont la loi charge l'hôtelier n'en fait-elle pas plus que tout autre un conservateur de la chose d'autrui? La disposition du paragraphe 5 de l'art. 2102 est donc pleinement justifiée.

Ce privilège s'exerce sur les « effets du voyageur qui ont été transportés dans l'auberge ». Cette disposition n'est pas une innovation des auteurs du Code civil. Nous la trouvons dans notre très ancien droit; plusieurs chartes reconnaissaient à l'aubergiste non payé le droit de saisir et de vendre les effets du voyageur : l'aubergiste faisait proclamer à l'église, trois dimanches consécutifs, la saisie qu'il avait faite; et si, dans ce délai le débiteur ne payait pas, en présence des voisins la vente avait lieu et l'aubergiste se payait avec le produit de cette vente. Dans la suite, on trouva que cette procédure rapide était trop rigoureuse pour le saisi, et le droit de saisie privée fut réduit, au XVI^e siècle, à un simple droit de rétention et de gage privi-

légié; cet état du droit du créancier est consacré par les coutumes du Moyen-Age.

Donc, aux termes de l'art. 2102, l'hôtelier bénéficie d'un privilège. Mais est-ce bien un véritable privilège, ou bien l'hôtelier n'a-t-il qu'un droit de gage tacite ou un simple droit de rétention ? Cette question divise la doctrine depuis longtemps.

Nous écartons tout d'abord l'hypothèse d'un véritable privilège; en effet, l'hôtelier perd tout droit sur les effets appartenant au voyageur du moment où ils sont sortis de l'hôtel; si nous étions en présence d'un véritable privilège, l'hôtelier conserverait ses droits et pourrait être préféré aux autres créanciers de son client. L'hôtelier aurait-il plutôt un droit de gage tacite, analogue à celui du bailleur d'immeubles sur les meubles garnissant les lieux loués ? Il y trouverait un double avantage : 1° Il pourrait retenir non seulement les effets du voyageur, mais même ceux appartenant à un étranger, à condition qu'il en ait cru le voyageur véritable propriétaire. 2° Il aurait le droit de revendiquer entre les mains des tiers détenteurs, les objets enlevés sans son consentement. En réalité, croyons-nous, le droit de l'aubergiste ou hôtelier non payé, se borne à opposer l'exception « non adimpleti contractus », propre à tout contrat synallagmatique, et à exercer en conséquence un simple droit de rétention. Tel est, du reste, l'avis de M. Planiol qui s'appuie en outre sur des considérations historiques : si l'on devait trouver en l'espèce un cas de gage tacite, il faudrait que le droit de l'hôtelier eût pour origine une convention de dation

en gage qui aurait fini par être sous-entendue, comme cela est arrivé dans les cas du bailleur et du locataire ou fermier; or, ce n'est pas le cas pour l'hôtelier (1). Cette discussion a perdu une grande partie de son intérêt depuis que la loi du 31 mars 1896 a permis à l'hôtelier non payé de faire vendre en observant certains délais, les effets laissés par le voyageur.

Le privilège de l'art. 2102-5° est donné à l'hôtelier pour « les fournitures par lui faites », c'est-à-dire pour toutes les fournitures qui ont trait au vivre, au couvert, aux services rendus, aux dégradations faites par le voyageur. Ce privilège ne s'étend pas aux avances faites par l'hôtelier au voyageur à titre de prêt. La doctrine est à peu près unanime à déclarer que ces avances ne pourraient donner naissance qu'à une créance ordinaire.

On admet de même que la créance actuelle est seule garantie : l'hôtelier ne pourrait user de son privilège pour se faire payer d'une dette contractée par le même voyageur au cours d'un précédent séjour : cette créance, en effet, privilégiée lors du premier séjour du voyageur, est dégénérée en créance ordinaire par le seul fait de son départ.

Le privilège de l'hôtelier porte sur les « effets du voyageur qui ont été transportés dans l'auberge ». Nous avons déjà dit ce qu'il fallait entendre par « effets » en étudiant la responsabilité de l'aubergiste; nous lui donnerons encore ici son sens le plus large; les effets

(1) V. Planiol. *Traité élém. de Dr. civil.* Tome II, n.º 2.521, note 1, 5º édition. V. également Aubry et Rau. § 261, note 78.

comprendront les vêtements, linge, bijoux, échantillons, marchandises, animaux domestiques appartenant au voyageur. Il est bien évident toutefois que les vêtements que le voyageur porte sur lui échappent au privilège de l'hôtelier.

Le privilège de l'hôtelier s'exerce sur tous les effets apportés par le voyageur, qu'ils soient ou non sa propriété, pourvu que l'hôtelier ait cru de bonne foi qu'ils étaient la propriété de son client. A ce principe, l'art. 2279-2° apporte cependant une exception en accordant la revendication aux propriétaires de meubles perdus ou volés. Il y a donc sur ce point une analogie complète entre l'hôtelier et le bailleur d'immeuble : il suffit que tous deux soient de bonne foi, et leur bonne foi est toujours présumée.

La question la plus discutée en cette matière, et dont l'intérêt est facile à comprendre, est celle de savoir si le privilège, droit de gage ou de rétention de l'hôtelier, lui confère, dans une certaine mesure, un droit de suite. Nous savons que l'hôtelier perd tout droit sur les effets qu'il laisse emporter sciemment, et qu'il ne pourrait se prévaloir de son privilège si, par suite d'un nouveau séjour du voyageur, ces effets venaient à rentrer dans l'hôtel. Mais si le voyageur a enlevé clandestinement ses bagages de l'hôtel, l'hôtelier peut-il user à leur égard d'une action en revendication ? Les auteurs se divisent nettement sur la question. Les uns, raisonnant par analogie avec le bailleur d'immeubles dont le cas offre tant de rapports avec celui de l'hôtelier, accordent à ce dernier le droit de revendiquer les

aits effets, même entre les mains d'un tiers acquéreur de bonne foi; et poussant encore plus loin l'analogie avec le bailleur d'immeubles, ils accordent à l'hôtelier un délai de quinze jours pour exercer son action en revendication. Ainsi pensent Mourlon et Baudry-Lacantinerie. Selon Valette et Pont, la revendication serait également admise, mais ces auteurs, objectant à la théorie précédente que le délai de quinze jours spécial au bailleur, et variant du reste suivant qu'il s'agit de maisons d'habitation ou de biens ruraux, ne doit pas être étendu par analogie, préfèrent appuyer leur théorie sur l'art. 2279 et accorder en conséquence à l'hôtelier impayé un délai de 3 ans.

Nous ne croyons pas que l'hôtelier ait un droit de suite sur les effets clandestinement enlevés, entre les mains des tiers détenteurs. Nous nous fondons encore sur des considérations historiques : ni les coutumes, ni les anciens auteurs, ni notre ancienne jurisprudence ne parlent de ce droit de revendication; ces considérations historiques, d'ailleurs, nous ont déjà fait admettre qu'il n'y avait, dans le privilège de l'aubergiste ou hôtelier, qu'un simple droit de rétention; fidèles à notre précédente théorie qui est celle de MM. Planiol, Laurent, Aubry et Rau, nous concluons que l'hôtelier n'a aucun droit de revendication et qu'il reste soumis à la règle générale de l'art. 2279 : « En fait de meubles, possession vaut titre. »

SECTION II

Réalisation du gage.

Voici donc l'hôtelier en présence d'un voyageur qui refuse de régler sa note. Dans quel sens devra-t-il agir pour se faire payer ? Deux hypothèses peuvent se présenter : ou bien le voyageur, avouant humblement sa pénurie, laissera spontanément ses bagages en gage à l'hôtelier ; cette manœuvre d'ailleurs ne cache souvent qu'une habile escroquerie et les bagages dont le volume et l'aspect soigné avaient inspiré à l'hôtelier une absolue confiance sont en réalité vides et sans aucune valeur. Ou bien le voyageur, incapable de payer, mais désirant néanmoins emporter ses bagages, se heurte à une opposition formelle de l'hôtelier, et est obligé de les lui abandonner. Comment l'hôtelier, qui demeure sans nouvelle de son client indélicat, pourra-t-il poursuivre la réalisation de son gage et se faire payer ?

Avant la loi de 1896, pour les objets laissés spontanément en gage, l'hôtelier, devenu créancier gagiste, devait suivre la règle de l'art. 2078 : « Le créancier ne
« peut à défaut de paiement disposer du gage, sauf
« à lui à faire ordonner en justice que ce gage lui de-
« meurera en paiement et jusqu'à due concurrence,
« d'après estimation faite par experts, ou qu'il devra
« vendre aux enchères. Toute clause qui autoriserait
« le créancier à s'approprier le gage ou à en disposer
« sans les formalités ci-dessus est nulle. » L'interven-

tion des tribunaux était donc nécessaire et les frais de vente et de justice étaient payés sur le produit de la vente avant la créance de l'hôtelier.

Lorsque le client avait abandonné ses bagages, l'hôtelier, aux termes d'ordonnances de 1830 et 1831, devait les déposer aux greffes ou aux commissariats de police; puis au bout de 6 mois, si le voyageur n'avait pas acquitté sa dette, ils étaient vendus publiquement aux enchères et le produit de la vente versé à la Caisse des Dépôts et Consignations (loi du 21 novembre 1855). Sur la somme consignée, la créance de l'hôtelier était encore colloquée après les frais de justice.

On voit donc clairement combien la situation de l'hôtelier était désavantageuse; souvent il n'était payé que partiellement; parfois même, lorsque le produit de la vente n'y suffisait pas, il devait payer de ses deniers le complément des frais de justice. C'est à cet état de choses néfaste que remédia la loi du 31 mars 1896. Cette loi très claire, offre deux partis à l'hôtelier; il peut conserver indéfiniment les effets du voyageur, ou bien les faire vendre par une procédure très simple et peu coûteuse : six mois après le départ du voyageur, l'hôtelier adressera une requête au juge de paix de son canton, et une ordonnance de ce magistrat ordonnera la vente; plus n'est besoin d'avocat ni d'avoué; les frais de procédure deviennent pour ainsi dire nuls, d'autant plus que les actes sont dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Le projet de cette loi, intervenue à la suite d'une pétition de la Chambre syndicale des Hôteliers de Paris

en date du 18 mai 1890, fut confié au Conseil d'Etat. M. le conseiller Hippolyte Dubois, en fut le rapporteur, et le 17 mai 1892 le projet était déposé à la Chambre. La Commission d'initiative parlementaire, saisie à son tour, approuva le projet et le trouva même si opportun que loin de le limiter aux aubergistes et hôteliers, elle l'étendit aussi aux restaurateurs, cafetiers, voituriers, tenanciers d'établissements de bains, et même aux ouvriers auxquels on confie un objet pour le réparer. Toutefois, le Sénat ramena le projet de loi aux termes moins étendus du rapport de M. Hippolyte Dubois, et ce projet fut adopté le 2 mars 1896; il devint la loi du 31 mars 1896, date de sa promulgation.

Cette loi est si claire et si précise que le court commentaire que nous en avons présenté nous semble suffisant; nous nous bornerons simplement à donner le texte de cette loi :

« Loi relative à la vente des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou aux hôteliers.

Art. 1. — « Les effets mobiliers apportés par le voyageur ayant logé chez un aubergiste, hôtelier ou logeur, et par lui laissés en gage pour sûreté de sa dette, ou abandonnés au moment de son départ, peuvent être vendus dans les conditions et formes déterminées par les articles suivants.

Art. 2. — « Le dépositaire pourra présenter au juge de paix du canton, où les effets mobiliers ont été laissés en gage ou abandonnés, une requête qui énoncera les faits, désignera les objets et leur valeur approxi-

mative. L'ordonnance du juge, mise au bas de la requête, fixera le jour, l'heure, le lieu de la vente qui ne pourra être faite que six mois après le départ constaté du voyageur. Cette ordonnance fixera en outre la mise à prix des objets à vendre, commettra l'officier public qui devra y procéder, et contiendra, s'il y a lieu, l'évaluation de la créance du requérant. L'officier public chargé de la vente fera ouvrir, en présence du dépositaire, les malles, paquets ou autres objets placés sous fermeture quelconque et dressera de son opération procès-verbal qui sera communiqué au juge de paix. En cas d'extrême urgence, le juge pourra autoriser la vente avant l'expiration du délai de six mois, et devra justifier dans son ordonnance des motifs de l'abréviation de ce délai.

Art. 3. — « La vente sera annoncée 8 jours à l'avance par affiches apposées dans les lieux indiqués par le juge, qui pourra même autoriser la vente, après une ou plusieurs annonces à son de trompe. La publicité donnée à la vente sera constatée par une mention insérée au procès-verbal de vente.

Art. 4. — « L'officier public, commis par le juge, préviendra 8 jours à l'avance, par lettre recommandée, le voyageur des lieu, jour et heure de la vente, dans le cas où son domicile sera connu. La vente aura lieu aux enchères, et il y sera procédé tant en l'absence qu'en présence du déposant.

Art. 5. — « Le dépositaire pourra s'opposer à la vente par exploit signifié au déposant. Cette opposition emportera de plein droit citation à comparaître à la

première audience utile du juge de paix qui a autorisé la vente, nonobstant toute indication d'une audience ultérieure. Le juge devra statuer dans le plus bref délai.

Art. 6. — « Sur le produit de la vente et après le prélèvement des frais, l'officier public paiera la créance du dépositaire. Le surplus sera versé à la Caisse des Dépôts et Consignations, au nom du propriétaire, par l'officier public qui ne dressera aucun procès-verbal de dépôt. Il en retirera récépissé et ce récépissé lui vaudra décharge. Si le produit de la vente est insuffisant pour couvrir les frais, le surplus sera payé par le dépositaire, sauf recours contre le déposant. Le montant de la consignation en principal et intérêts sera acquis de plein droit au trésor public, deux ans après le dépôt, s'il n'y a eu dans l'intervalle réclamation de la part du propriétaire, de ses représentants ou de ses créanciers.

Art. 7. — « Les art. 624 et 625 du Code de Procédure civile sont applicables aux ventes prévues par la présente loi. Ces ventes seront faites conformément aux lois et règlements qui déterminent les attributions des officiers publics qui en seront chargés.

Art. 8. — « Tous les actes, spécialement les exploits, ordonnances, jugements et procès-verbaux faits en exécution de la présente loi sont dispensés du timbre et enregistrés gratis.

« Pour tenir lieu du droit de timbre et d'enregistrement, il sera perçu sur le procès-verbal de vente, lorsqu'il sera présenté à la formalité, 7 % du produit de vente, sans addition de décimes. »

APPENDICE

PRESCRIPTION

L'art. 2271-2° du Code civil s'exprime ainsi : « L'action des hôteliers et traiteurs à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent se prescrit par 6 mois. » Si, jetant un coup d'œil rétrospectif, on cherche dans l'histoire du droit quels furent les délais accordés aux aubergistes pour agir, on s'aperçoit que ce délai fut toujours de 6 mois. Le Code civil n'a donc pas innové et sa disposition est celle de la coutume du Berry, de l'ordonnance de 1510 sous Louis XII, et de l'ordonnance de 1673.

Il importe d'observer que cette prescription spéciale déroge au droit commun à deux points de vue :

1° En ce qui concerne le logement, l'art. 2277 établit une prescription de 5 ans pour le paiement des loyers des maisons; on peut donc s'étonner que sur ce point l'hôtelier n'ait pas été assimilé au bailleur d'immeubles.

2° Au point de vue des fournitures faites, l'art. 2272-2° établit une prescription spéciale d'un an à l'égard des marchands vendant des fournitures analogues. La jurisprudence a, sur ce second point, envisagé deux hypothèses : elle distingue suivant que le client de l'hôtelier a pris ses vivres dans l'hôtel même, ou qu'il se les ait fait livrer ainsi que d'autres fournitures, par l'hôtelier sans doute, mais en dehors de l'hôtel; dans

ce second cas, la jurisprudence assimile l'hôtelier à un marchand ordinaire, et c'est la prescription d'un an, non celle de 6 mois, qui est opposable à son action en paiement. Elle décide également que, lorsque le recours de l'hôtelier s'exerce contre un tiers qui a cautionné la dette du voyageur, le délai de prescription est de 30 ans et non plus de 6 mois, bien qu'il s'agisse d'une dette visée par l'art. 2271-2°. C'est qu'en effet, la créance en question est née du mandat ou de la gestion d'affaires, et relève par conséquent de la prescription de 30 ans.

L'art. 2274 dispose que la prescription a lieu contre les hôteliers, bien qu'il y ait eu continuation de fournitures, livraisons et services. Les prescriptions commenceraient donc à courir contre l'hôtelier à chaque fois qu'un droit nouveau est né à son profit; or, chaque fourniture donne naissance à une nouvelle créance, prescriptible par 6 mois à dater du jour où elle est née. Cette solution qui favorise nettement le voyageur peut paraître étrange; elle a, du moins, pour effet d'obliger l'hôtelier à une comptabilité sérieuse des fournitures et de leur date, et d'empêcher dans la présentation des comptes des retards qui seraient fatalement la source de litiges nouveaux.

L'art. 2274 prévoit, en outre, des interruptions spéciales de la prescription : « Pour la créance de l'hôtelier, la prescription ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédula ou obligation ou citation en justice non périmée. » Cette formule revient à dire que la prescription est interrompue par toute reconnais-

sance de dette écrite émanant du débiteur ; la jurisprudence a décidé qu'en raison même des expressions « compte arrêté, cédula », employées par l'art. 2274, la reconnaissance, soit lettre missive, soit écrit spécial, devrait fixer formellement le chiffre de la dette, tout comme un arrêté de compte ; sans cette précision, l'écrit ne ferait que confirmer l'existence de la dette, mais laisserait à cette dette son caractère spécial avec toutes ses conséquences légales.

La dette une fois reconnue avec la rigueur qu'exige l'art. 2274, ne sera plus prescrite au bout de 6 mois ou d'un an. Elle retombera dans le droit commun et ne se prescrira que par 30 ans (1).

Signalons enfin la disposition logique et parfaitement équitable de l'art. 2278 du Code civil, qui déclare que le mineur et l'interdit exerçant la profession d'hôteliers, ne jouissent pas de la suspension de prescription que la loi a créée en faveur des autres mineurs et interdits, du moins en ce qui concerne les faits de leur profession.

(1) Cassation, 30 novembre 1897. Dalloz 98-4-189,

TROISIÈME PARTIE

Considérations économiques intéressant la situation juridique de l'hôtelier

Nous avons annoncé, dès nos premières pages, que pour éclairer d'un jour indispensable l'étude juridique du contrat d'hôtellerie et de la profession d'hôtelier, il nous faudrait entrer dans quelques considérations économiques sur le fonctionnement et l'organisation actuels des grands hôtels. Nous ne nous lancerons pas dans une étude détaillée de l'administration des hôtels ni des questions économiques multiples qu'elle soulève : ce serait entreprendre des développements considérables qui ne seraient pas à leur place dans une thèse juridique; nous aborderons seulement, et d'une façon superficielle, quelques questions bien d'actualité, et que nous jugeons capables d'intéresser notre lecteur. Ces questions, assez disparates, n'offrent entre elles que ce trait commun de se rapporter toutes au développement actuel de l'industrie hôtelière; nous en étudions quatre :

- 1° La question des « chambres meublées »;
- 2° Groupements économiques d'hôteliers;
- 3° L'école d'industrie hôtelière;
- 4° La cure-taxé.

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION DES « CHAMBRES MEUBLÉES »

Les nécessités de la vie devenant de plus en plus onéreuses, les vivres de plus en plus chers, un grand nombre de particuliers, petits rentiers pour la plupart, pour améliorer leur bien-être, font aux hôteliers une concurrence désastreuse en louant des chambres meublées, et même en donnant pension à des étrangers qui séjournent dans nos villes. Cette concurrence est d'autant plus menaçante que ces hôteliers d'occasion ne paient ni licence ni patente, et ne sont pas astreints aux nombreuses lois sociales qui depuis quelques années grèvent l'industrie hôtelière; exempts de frais généraux, il peuvent louer leurs chambres à bas prix. « Ces hôteliers improvisés prennent goût aux recettes extraordinaires qu'ils tirent de leur commerce, et il est à craindre que le mal ne se propage si l'on ne réclame pas pour eux l'application de la licence et de la patente (1). » Est-ce à dire que le législateur doive faire œuvre nouvelle en cette matière, ou plutôt une heureuse intervention des pouvoirs auxquels il incombe de faire respecter les lois et règlements existants ne suffirait-elle pas ?

(1) Rapport de M. Guéret au Congrès de Besançon. (Octobre 1911).

Plusieurs textes de lois visent les loueurs de chambres meublées non déclarées, et tranchent la question.

La loi du 25 avril 1844 sur les patentes, qui dresse les tableaux des contribuables assujettis, s'exprime ainsi :

Tableau A. — « Loueur d'une chambre meublée, 9^e classe.

« Exempt de droit proportionnel.

« Loueurs de chambres ou appartements meublés, 6^e classe.

« Le droit proportionnel ne portera pas sur l'habitation du patentable.

« Pour les chambres ou appartements meublés, 40^e du loyer.

« Est passible du droit fixe de 6^e classe celui qui loue en garni plusieurs chambres, même deux chambres seulement sans communication entre elles. (Arrêt du Conseil d'Etat, 3 avril 1856, n^o 312.)

« Est également imposable à la 6^e classe, celui qui loue en garni, même à un seul locataire, deux pièces avec leurs dépendances.

« Sont imposables comme loueurs de chambres ou appartements meublés : celui qui loue habituellement son appartement meublé indépendamment de son habitation personnelle; celui qui loue en garni chaque année pendant un ou plusieurs mois, une partie de sa maison qui ne sert pas à une habitation personnelle, et à laquelle il a donné une appropriation toute particulière en vue de la location en garni.

« N'est pas imposable celui qui loue en garni, pen-

dant la saison des bains, des locaux faisant partie de l'habitation qu'il occupe ordinairement avec sa famille.

« Il résulte de ces arrêts que la réunion des conditions de louer en garni avec le linge, les ustensiles de ménage, le service de la domesticité, n'est pas nécessaire pour rendre imposable à la patente. »

Néanmoins, le paragraphe 4 du n° 3 de l'art. 17 de la loi du 15 juillet 1880 dispose : « Ne sont pas assujettis à la patente les propriétaires ou locataires louant accidentellement une partie de leur habitation personnelle »; et l'art. 8 de la loi du 15 avril 1905 complète ce paragraphe en ajoutant : « ... lorsque d'ailleurs cette location ne présente aucun caractère périodique. »

En ce qui concerne la licence, le texte fondamental est la loi du 28 avril 1816 qui dans son art. 50 dispose : « Les cabaretiers, aubergistes, traiteurs, restaurateurs, maîtres d'hôtels garnis, cafetiers, liquoristes, buvetiers, débitants d'eau-de-vie, concierges et autres donnant à manger au jour, au mois ou à l'année, ainsi que tous autres qui voudront se livrer à la vente en détail des boissons spécifiées à l'art. 471, sont tenus de faire leur déclaration au bureau de la régie. »

Plus tard, le 23 avril 1836, afin de favoriser le Trésor, le gouvernement fit aboutir une loi interprétative ainsi conçue : « Les personnes qui auront une des professions désignées dans l'art. 50 de la loi du 28 avril 1816 sont assujetties à la déclaration et autres obligations imposées aux débitants de boissons, par le fait même de leurs professions et sans qu'il soit besoin d'établir qu'elles se livrent au débit des boissons. »

La loi de 1816 prévoit des sanctions contre les personnes qui n'auront pas fait de déclaration, et dans un art. 95 non abrogé, dit ceci : « Toute contravention aux dispositions ci-dessus est punie d'une amende de 300 à 1000 francs, indépendamment de l'amende prononcée par le tribunal. »

La jurisprudence de la Cour de Cassation qui maintes fois a prononcé des sanctions, n'a jamais varié; dans un arrêt du 3 novembre 1893, elle juge ainsi : « Celui qui dans une station balnéaire loge en garni chez lui des baigneurs pendant la saison des bains est assimilable à un maître d'hôtel en garni, et assujetti dès lors de plein droit, comme tel, à la déclaration et aux autres obligations imposées aux débitants de boissons, sans qu'il soit besoin à la régie d'établir qu'il se livre réellement en fait au débit de boisson. » Précédemment, la Cour de Pau, dans un jugement du 3 décembre 1892, a jugé que le logeur ne peut même pas être admis à prouver qu'il ne vend pas de boisson; cet arrêt confirmait un jugement que le tribunal civil d'Orthez avait rendu à la suite de plaintes formulées par les hôteliers de Salies-de-Béarn.

Enfin, au sujet des formalités auxquelles sont astreints les hôteliers, les livres de police (art. 7, chap. II), ordonnent que toute personne louant une chambre ou un appartement meublés, appose à ses portes et balcons les mêmes enseignes que les hôteliers.

Ce rapide examen des textes prouve que leur observation rigoureuse mettrait fin à cette véritable épidémie des chambres meublées dont souffre actuellement l'in-

dustrie hôtelière. Le danger est d'autant plus grand que ces hôteliers improvisés ne paient ni patente ni contribution ; faisant souvent eux-mêmes le ménage de leurs locataires, ils échappent aux frais du personnel, et résolvent du même coup la délicate question du repos hebdomadaire, et celle plus actuelle des retraites ouvrières, sans bourse délier bien entendu. De plus, ce métier n'étant pour eux qu'une profession accessoire dont ils ne retirent que des ressources supplémentaires, leur permet de faire aux voyageurs les prix les plus doux. A la suite d'une enquête officieuse dans le neuvième arrondissement de Paris, un hôtelier affirmait qu'au mois de juillet 1911, il y avait au moins 2.000 chambres meublées non déclarées dans cet arrondissement. S'il en est de même dans les autres quartiers, on comprend sans peine à quelle formidable concurrence se heurtent nos directeurs d'hôtels.

Il serait donc grand temps, selon nous, de réagir contre ce déplorable état de choses ; si l'on n'y prend garde, les grands établissements verront bientôt la moitié de leurs chambres inoccupées, parce que les voyageurs auront émigré dans des maisons particulières où ils paient beaucoup moins cher et où ils peuvent donner à la galerie l'illusion d'être dans leurs propres meubles. Nous nous associons donc au vœu que M. Guéret, rapporteur de la question au V^e Congrès de la Fédération des Hôteliers-Restaurateurs de France, tenu à Besançon du 11 mars au 16 octobre 1911, formulait à la fin de son rapport : « Nous comptons sur la vigi-

lance de M. le Ministre des Finances pour que des instructions sévères soient données à ses agents en vue de faire cesser ces abus qui portent préjudice à l'industrie hôtelière nationale et aux finances de l'Etat. »

CHAPITRE II

LES GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES D'HOTELIERS

La communauté d'intérêts a toujours été le plus actif agent des groupements économiques ; les hôteliers, dans la lutte économique de chaque jour ont compris que leur force principale résiderait dans la solidarité et la bonne harmonie ; aussi se sont-ils groupés pour faire valoir leurs revendications, défendre leurs intérêts, et faire peser une volonté uniforme dans la balance du marché ; rares et timides au début, les groupements d'hôteliers ont pris depuis quelques années une extension considérable, et le nombre croissant des adhésions reçues, la fusion des différents groupes, et l'effort constant vers la centralisation démontrent qu'actuellement ils constituent une force économique extrêmement vivace. Telle est l'œuvre des syndicats d'hôteliers dont nous allons dire quelques mots. Il importe cependant de distinguer ces syndicats d'autres groupements dits syndicats d'initiative dont l'organisation vague, le but mal défini, prêtent à confusion.

Syndicats d'initiative et Touring-Club. — On pourrait donner d'un syndicat d'initiative la définition suivante : c'est un groupement d'habitants d'une même région tendant à l'amélioration de cette région. Les efforts d'un tel syndicat tendront donc à faciliter les moyens de communication, développer le confort, mul-

tiplier les distractions : tel devrait du moins être le but idéal des syndicats d'initiative. Le plus souvent ils cherchent à enrichir le pays, et par suite à enrichir leurs membres : aussi tous les efforts, toutes les améliorations, ne tendent-ils qu'à attirer la clientèle nombreuse sans laquelle le commerce ne saurait procurer de sérieux bénéfices. Dans tous les cas, les effets restent les mêmes, et les syndicats d'initiative ne diffèrent entre eux que par le but qui a présidé à leur formation ; ici c'est un personnage politique qui a fondé un syndicat pour développer son influence ; là c'est un rentier pour y trouver une agréable occupation ; parfois des amis enthousiastes de leur petit coin de province ont obéi à un noble sentiment d'émulation ; quelquefois des amateurs de parade ont voulu mettre leur nom en vedette ; le plus souvent, les fondateurs n'ont envisagé qu'un foyer de relations nouvelles dont ils tireraient profit ; parfois aussi, mais plus rarement, c'est l'œuvre de citoyens aux sentiments élevés, sincèrement épris du progrès de leur cité.

Il n'est point de syndicat qui n'ait écrit en tête de ses statuts qu'il poursuit un « but patriotique et désintéressé », mais que de manières diverses de poursuivre ce but ! Quelques-uns ont recours à une propagande régulière et normale, et ont organisé un service permanent de renseignements gratuits ; d'autres ont simplement publié un guide illustré et ouvert un service de renseignements sommaires ; il en est qui se contentent de posséder un conseil d'administration. Une fédération nationale, reprenant les principes directeurs des syndi-

cats d'initiative et les faisant valoir, eût pu en régulariser le fonctionnement : le Touring-Club s'est imposé à tous ces groupements et sa tutuelle tient lieu de fédération. Il en résulte que l'on considère souvent les syndicats d'initiative régionaux, comme des sections, des annexes du Touring-Club; leur rôle en est cependant bien distinct.

Quelle est, en effet, la raison d'être des Touring-Clubs dans tous les pays du monde ? C'est qu'ils recherchent pour les voyageurs adhérents la commodité, le confort et le bon marché; leur but est bien net, et pour y parvenir ils emploieront tous les moyens, s'appuyant même au besoin sur des œuvres d'à côté, telles que les syndicats d'initiative : le but primordial des Touring-Clubs est donc de former une caste de clients privilégiés.

Au contraire, en spécifiant dans leurs statuts qu'ils sont fondés pour attirer les touristes ou baigneurs dans une ville et les y retenir, les syndicats d'initiative se sont donnés un but d'intérêt général, tout différent de celui des Touring-Clubs; ils ne poursuivent, du moins en principe, aucun avantage personnel en faveur de chacun de leurs membres : ils ne se proposent que de développer dans leur pays une industrie nouvelle qu'on a appelée récemment « industrie saisonnière ».

Cette source de richesses est en pleine exploitation dans certains pays étrangers, la Suisse en tête; la propagande et le service de renseignements, ces deux premiers facteurs de l'industrie saisonnière, y sont admirablement organisés. En Suisse et dans les pays de

langue allemande, les bureaux de renseignements gratuits (verkehrs bureau) fonctionnent parfaitement; or, ils sont organisés et dirigés par les intéressés directs à la propagande générale : chemins de fer, sociétés de transports, hôteliers, propriétaires de sources minérales, etc. Jamais, en Suisse, le Touring-Club n'a eu la moindre influence sur ces organisations, et il semblerait formidable qu'elles fussent confiées à des hommes que leur profession ne rattache pas à l'industrie touristique. Que l'exemple de la Suisse apprenne donc à nos syndicats d'initiative à se séparer nettement des Touring-Clubs qui n'ont ni le même but ni les mêmes intérêts. Le bon sens nous indique dès lors, en ce qui concerne spécialement les hôteliers, que leur corporation doit coopérer largement à la direction des syndicats d'initiative; n'est-ce pas surtout par l'hôtelier que l'industrie touristique peut s'implanter et se développer dans une région? A quoi bon attirer les étrangers si vous n'avez pas d'hôtels pour les recevoir? Vous discréditez votre pays en faisant connaître son manque de ressources; on peut donc dire avec raison que ce sont les bons hôtels qui font la force d'un syndicat d'initiative.

En même temps que les hôteliers, les syndicats d'initiative réuniront dans un même faisceau, les sociétés de transports, les propriétaires des sources minérales, d'établissements thermaux, de théâtres, de casinos, en un mot tous les intéressés directs. Ils pourront ainsi remplir le rôle qu'ils ont assumé et entreprendre hardiment la lutte contre la concurrence étrangère.

Syndicats d'hôteliers proprement dits. — L'accroissement croissant de l'industrie hôtelière, les charges nouvelles qui lui sont imposées par suite de la loi sur le repos hebdomadaire et celle plus récente des retraites ouvrières; celles dont elle est menacée par les projets de lois sur la limitation des heures de travail, de repos ininterrompu, etc., ont donné naissance aux syndicats d'hôteliers proprement dits. Ces syndicats ont pour but le règlement des questions qui méritent d'être étudiées entre collègues hôteliers et restaurateurs; et ces questions sont nombreuses : celle d'abord des loueurs de garnis qui n'ont fait aucune déclaration et échappent à la patente; l'augmentation de prix des denrées, qui suit une marche ascendante dont on ne peut prévoir l'arrêt; les salaires dont le taux s'élève proportionnellement; le recrutement du personnel de plus en plus délicat; les rapports des hôteliers avec les syndicats d'initiative, etc. D'ailleurs, les résultats obtenus par les syndicats ont été satisfaisants; plusieurs municipalités importantes ont tenu compte des desiderata des hôteliers, et le vote récent de la loi du 8 avril 1911 limitant à mille francs la responsabilité des hôteliers n'aurait pas été obtenu si un groupement des plus importants n'avait mené une campagne active auprès des parlementaires et des pouvoirs publics. Nombreux sont donc les syndicats d'hôteliers et restaurateurs : parmi les plus actifs citons le Syndicat des Grands Hôtels de Paris, la Chambre syndicale des Hôteliers, Restaurateurs et Propriétaires de maisons meublées de Versailles et de Seine-et-Oise (fondée le 7

juillet 1911), la Chambre syndicale des Hôteliers, Restaurateurs et Débitants de boissons de l'Aube (fondée en 1883), le Syndicat des Hôteliers du Finistère, le Syndicat des Hôtels et Pensions de famille de Nice et environs, l'Association régionale des Hôteliers du « Centre-Auvergne », etc...

Puis, suivant les régions, ces groupements eux-mêmes ont fusionné; c'est ainsi que nous voyons l'Union régionale des Syndicats hôteliers de la Côte d'Azur, englober successivement les syndicats locaux de Nice, Cannes, Menton, Hyères et Saint-Raphaël. Puis le mouvement de centralisation a continué et actuellement deux groupements de première importance viennent en tête des syndicats d'hôteliers : l'Union nationale des Syndicats hôteliers de France (février 1911) et la Fédération nationale des Hôteliers et Restaurateurs de France et des Colonies. Il n'est pas douteux qu'un dernier pas vers l'unité complète se fasse prochainement et réunisse en un même groupement fédératif tous les hôteliers de France.

L'un des premiers soins des syndicats d'hôteliers fut de développer l'émulation parmi ses membres; dans ce but, agissant sur les conseils généraux, ils ont obtenu dans plusieurs régions l'organisation de concours départementaux d'hôteliers. Nous citerons comme exemple de ces concours un des plus récents organisé dans le Doubs, suivant arrêté préfectoral, conformément aux délibérations du Conseil général; nous extrayons de cet arrêté les passages suivants :

Art. 2. — « Une commission d'expertise composée de

trois membres désignés par le préfet, sera constituée pour procéder à la visite des établissements qui auront demandé à prendre part au concours... »

Art. 3. — « L'appréciation des experts portera sur l'installation générale et sur la tenue de l'établissement. Elle tiendra plus particulièrement compte des dispositions prises au point de vue de l'hygiène, de la propreté, des commodités offertes aux clients dans l'ensemble de l'hôtel, dans ses abords et accès, dans les chambres et leur mobilier, dans les salles communes destinées aux repas, à la lecture ou au repos... »

« En un mot, les experts devront avant tout avoir le souci de rechercher si l'établissement est tel dans son installation et sa tenue, que des familles attirées dans le pays par sa salubrité et le charme de son paysage, y rencontrent des installations matérielles d'un confort suffisant, sinon luxueux, pour les déterminer à y séjourner, à y revenir et à lui établir la réputation justifiée d'une contrée où le séjour est à la fois agréable et confortable... »

Art. 4. — « Les récompenses consisteront en médailles d'or, de vermeil et en diplômes. »

Art. 6. — « Des primes en argent pourront être attribuées au personnel domestiques des hôtels récompensés, dont le service aura paru concourir à leur bonne tenue... »

Le concours fut clos en août 1911 ; 12 hôteliers s'inscrivirent, 7 prix furent distribués.

Outre les réunions inhérentes à leurs syndicats, les hôteliers se sont réunis en de fréquents congrès ; des

questions d'actualité, étudiées en détail par des rapporteurs compétents, font l'objet de la discussion générale, et ces congrès se terminent par un ordre du jour émettant généralement un vœu qui intéresse la corporation entière. Certains de ces congrès, les moins importants, sont purement régionaux; d'autres ont un caractère national; tels sont les cinq grands congrès dont le plus récent a eu lieu les 26, 27, 28 et 29 octobre 1911 au Casino des Bains-Salins de la Mouillère, auprès de Besançon, sous la présidence de M. Couyba alors ministre du commerce; le congrès précédent avait eu lieu à Toulouse; celui de 1912-1913 se tiendra à Biarritz. Enfin, des congrès internationaux ont réuni les hôteliers de nationalités étrangères; le dernier a eu lieu en octobre 1911, à Berlin; en raison de la tension de certaines questions diplomatiques entre les deux pays, la Fédération nationale des Hôteliers et Restaurateurs de France n'y a malheureusement pas envoyé de délégués.

Bureau d'achats en commun; Warrant hôtelier. —

En mai 1911, les hôteliers de la Côte d'Azur, assistant à une réunion de la Chambre syndicale des Hôteliers de Nice, ont émis l'idée de la création, pour le début de la saison 1911-1912, d'une société anonyme hôtelière commerciale. Le premier acte de cette future société eût été la création d'un bureau d'achat en commun, qui, non seulement, eût fondu tous les hôteliers en un seul et même acquéreur, mais eût également cherché à restreindre au strict minimum le nombre des fournisseurs. Une commission fut nommée pour étudier

d'urgence cette intéressante question, mais la situation économique spéciale créée durant la saison 1911-1912 par la sécheresse et la cherté des vivres retarda toute solution définitive; voici d'ailleurs quelques passages du rapport présenté à ce sujet par MM. Lejeune, Sacconney et Carret à la Chambre syndicale des Hôteliers de Nice :

...« Malgré les difficultés de l'heure présente, nous aurions cependant pu traiter avec diverses maisons de Paris qui étaient décidées à créer une coopérative hôtelière correspondant à nos désirs, mais toutes ont ajourné leurs offres quand elles ont constaté qu'elle allaient prendre des engagements fermes sans en obtenir en retour, et que de plus elles avaient en face d'elles un syndicat n'ayant pas le droit de faire acte de commerce...

« Nous avons ammené l'un des principaux fournisseurs d'alimentation de Nice à nous faire la proposition suivante qui se résume en quelques mots : contre le titre officiel et exclusif de fournisseur du Syndicat de Nice pour trois années, ce commerçant s'engagerait à verser au bureau d'achats, à la fin de la saison, la ristourne d'un certain pourcentage sur son chiffre total d'affaires avec tous les membres du Syndicat de Nice, qui nous serait donc ensuite réparti au prorata du chiffre des achats de chacun, selon les bases fixées pour la constitution de notre bureau d'achats en commun.

« Or, le titre de fournisseur ne doit être accordé qu'avec la plus grande circonspection; l'écueil à évi-

ter, c'est de créer une sorte d'engagement au moins moral dont il est très difficile de nous délier : si vous retirez à un commerçant le titre de fournisseur qui lui a été concédé, il peut sembler que ce fournisseur a démerité, et vous hésiterez toujours, même contre votre intérêt, à causer un semblable préjudice. Dans le cas actuel, veuillez observer que les articles dont il s'agit subissent constamment des fluctuations de cours, et que ces variations peuvent être importantes d'une année à l'autre ; que, d'ailleurs, un négociant quelconque bien placé cette année pour vous vendre à bon compte est exposé à se trouver, les années suivantes, en état d'infériorité vis-à-vis de ses concurrents ; qu'enfin les tarifs pour les saisons prochaines n'étant pas et ne pouvant pas être établis, les avantages consentis par ce négociant risquent de devenir illusoires, s'ils ne consistent que dans la ristourne d'un pourcentage sur le chiffre d'affaires. Au reste, n'est-il pas d'usage dans toutes les administrations de procéder chaque année à une adjudication pour les articles alimentaires ?

« Ainsi quelque soit notre regret de ne pas obtenir dès à présent le maximum d'avantages, la prudence et le désir bien arrêté d'aboutir un peu plus tard nous font un devoir de n'accorder le titre d'adjudicataire que pour une saison... »

Finalement, cette Société commerciale hôtelière anonyme à capital variable se constitua à Nice au mois d'octobre 1911 par acte déposé chez M^e Larboullet, notaire à Nice. Elle comprenait à l'origine sept adhérents, elle a depuis dépassé la vingtaine.

L'Union régionale des Syndicats hôteliers de la Côte d'Azur, continuant à faire preuve d'initiative, se fit le protagoniste de la création du Warrant hôtelier. Cette création étant intérieurement liée au renouvellement du privilège de la Banque de France, l'Union régionale des Syndicats hôteliers de la Côte d'Azur a adressé, en novembre 1911, un rapport aux membres de la commission extraparlamentaire chargée d'étudier les modifications à apporter au privilège de la Banque de France. Examinons les principaux arguments qui militent en faveur du warrant hôtelier.

L'industrie hôtelière a le plus impérieux besoin de moderniser ou renouveler son mobilier, son matériel, tous éléments coûteux desquels dépend le bon fonctionnement des hôtels destinés à recevoir une clientèle cosmopolite qui exige le plus grand confort. D'autre part, le crédit dont ont besoin la plupart des hôteliers est pour ainsi dire inexistant : l'industrie hôtelière a ceci de particulier qu'elle constitue pour chaque établissement une sorte de caisse d'épargne où chaque année s'immobilisent en dépenses d'amélioration, de matériel, de mobilier nouveau, les économies ou les bénéfices de l'hôtelier à chaque exercice. Ainsi les propriétaires d'hôtels même fortunés manquent-ils toujours des disponibilités nécessaires pour faire face aux besoins nouveaux ou accidentels de leur exploitation. Il leur faut, en outre, faire face aux dépenses extérieures, songer à l'établissement de leurs enfants, constituer des dots, parfois soutenir des procès coûteux. Il est donc certain que si le crédit hôtelier venait à être organisé, l'em-

barras de bien des directeurs et propriétaires d'hôtels serait singulièrement diminué. Il y aurait témérité à vouloir assimiler le warrant hôtelier au warrant commercial tel qu'il a été réglementé dans les magasins généraux autorisés par l'Etat; mais en égard aux modifications profondes apportées au régime du warrant commercial par la loi du 18 juillet 1898, et celle du 30 avril 1906 sur les warrants agricoles, on est en droit de solliciter des législateurs que les dispositions d'exceptions introduites pour les warrants agricoles soient envisagées pour fixer la création et le mécanisme du warrant hôtelier. La loi du 17 mars 1909 sur les fonds de commerce a déjà préparé l'application pratique du warrant hôtelier : le nantissement de premier rang qui serait créé sur un fonds d'hôtel pour en constituer le warrant est devenu absolument indiscutable grâce à la nouvelle loi : il en résulterait qu'un prêt accordé jusqu'à concurrence de 40 à 50 % de la valeur attribuée par des experts à l'agencement matériel, mobilier, et marchandises garnissant l'hôtel, ne présenterait aucune sorte d'aléa pour le prêteur.

En effet, un fonds d'hôtel a surtout une valeur basée sur la durée du bail et sur la clientèle; il suffit pour s'en rendre compte d'examiner les transactions hôtelières nombreuses qui se font chaque année : on verra ainsi que si un fonds d'hôtel est vendu par exemple 400.000 francs, à peine la moitié de cette somme est attribuée pour la valeur du matériel, mobilier et agencement, et que le surplus représente la valeur de la clientèle et le droit au bail. Donc, un warrant hôtelier

basé uniquement sur le 40 ou 50 % de la valeur d'estimation donné par les experts sur l'actif réalisable de l'hôtel, n'exposera en aucun cas le prêteur à une éviction.

Il en sera de même pour le propriétaire de l'immeuble qui est évidemment privilégié : en raison de la valeur considérable des éléments corporels du fonds de commerce, il se trouvera garanti bien plus largement que ne le veut la loi, et cependant le surplus de ce gage est un capital totalement immobilisé. Il n'y a donc pas d'objection à faire au sujet du privilège du propriétaire. Le Warrant hôtelier préciserait évidemment qu'avant toute réalisation du nantissement garantissant le warrant, le propriétaire serait tout d'abord désintéressé; mais, comme nous l'avons déjà dit, le surplus de l'actif réalisable serait bien supérieur à la somme avancée, et les garanties en resteraient encore plus que suffisantes.

D'autre part, l'industrie hôtelière représente sur la Côte d'Azur française, c'est-à-dire de la frontière italienne à Toulon, un capital approximatif de 380 millions de francs. En Suisse, l'industrie hôtelière devenue la véritable industrie nationale, a fait ses preuves et considérablement contribué au développement de la richesse publique; aussi les banquiers suisses s'empressèrent-ils de mettre leurs capitaux à la disposition de leurs compatriotes, qui, les premiers, vinrent s'installer dans le Midi de la France, cherchant à y entraîner l'hiver leur clientèle d'été, afin d'en tirer deux saisons

par an; et cela explique pourquoi les grands hôtels du Midi sont, pour la plupart, dirigés par des Suisses et des Allemands. La création du warrant hôtelier donnant à nos nationaux le crédit et les capitaux dont ils ont besoin, leur permettra de lutter victorieusement contre la concurrence étrangère; aussi est-il désirable que, grâce à l'appui gouvernemental, l'Etat obtienne de la Banque de France l'acceptation du warrant hôtelier qui ne peut exister en dehors de notre grande banque nationale.

Enfin, les hôteliers, continuant à faire preuve d'union et de solidarité, ont créé de nombreux journaux et revues. Citons parmi les plus connus : la *France Hôtelière*, fondée en 1903, organe mensuel de la Fédération nationale des Hôteliers et Restaurateurs; l'*Hôtelier*, dont le format est celui des grands quotidiens; l'*Auvergne*, revue de l'Association régionale du Centre-Auvergne; la *Riviera Hôtelière*, fondée en 1909, organe de l'Union des Syndicats hôteliers de la Côte d'Azur, etc. Outre les questions économiques d'importance capitale qui intéressent l'industrie hôtelière, on trouve dans ces journaux des renseignements précieux sur les voyages, les excursions, les hôtels. On y rencontre une rubrique de jurisprudence hôtelière, des conseils aux touristes, aux photographes, et aussi des avertissements entre hôteliers contre les clients indéliçats : « Un homme d'environ 40 ans, vêtu en ecclésiastique, descendu dans un grand hôtel de Versailles sous le nom de l'abbé Leclerc, aumônier de l'institution libre Félix-Faure, à Breteuil,

a oublié de payer sa note. » (*Riviera Hôtelière*, 15 décembre 1911.)

Enfin, au Congrès de Besançon, il a même été question de la création prochaine d'une « Maison de Retraite des Hôteliers français », idée qui a réuni l'unanimité des suffrages.

CHAPITRE III

L'ÉCOLE D'INDUSTRIE HOTELIÈRE

Le grand hôtel moderne avec ses centaines de chambres, son personnel imposant, son affolant va et vient de voyageurs, son trafic de grande ville, son réseau électrique qui meut, éclaire et bientôt chauffera tout, est une formidable machine dont la direction exige un cerveau singulièrement bien organisé : trop souvent jusqu'ici en France, ces immenses maisons n'ont pas trouvé parmi nos compatriotes, l'homme capable qu'elles cherchaient et qu'elles ont dû demander à l'étranger, depuis plus longtemps préparé et entraîné à l'industrie hôtelière. Il faut maintenant que l'hôtelier accompli soit informé des perfectionnements apportés dans l'hygiène et dans l'installation des habitations, comme aussi du cours et de la qualité des denrées alimentaires; il faut que sa compétence s'étende au mobilier, au linge, à l'aération, à la canalisation d'eau, au chauffage central et à l'éclairage électrique de sa maison, aussi bien qu'à son office, sa cuisine et sa cave; il faut qu'il soit instruit de ses responsabilités et de la jurisprudence concernant sa profession; il faut que des bureaux soient un centre de renseignements pour les affaires et pour les distractions; il faut qu'il puisse donner à ses hôtes, nationaux et étrangers, des

indications sur toutes les ressources et toutes les curiosités de la ville et de la région; il faut enfin que, malgré le nombre et la diversité de ses occupations, le maître d'hôtel reste courtois, affable et serviable, que tout son personnel soit animé des mêmes sentiments, et que sa maison, malgré son caractère cosmopolite, soit dans une certaine mesure comme une maison de famille, qu'on descende chez lui comme chez un ami.

Or, toutes ces qualités supposent une éducation méthodique, une instruction spéciale; les connaissances que doit posséder l'hôtelier ne peuvent plus s'acquérir empiriquement, et l'industrie hôtelière exige cet enseignement technique perfectionné qui devient, dans toutes les professions, l'un des besoins les plus urgents de notre époque; cet enseignement spécial à l'industrie hôtelière est depuis longtemps institué en Allemagne, en Suisse, en Autriche. La Suisse, la première, a donné l'exemple, et son école professionnelle d'industrie hôtelière, fondée à Ouchy, est le modèle du genre. On y enseigne les langues vivantes, la géographie, la comptabilité, la cuisine; les cours y durent huit mois par an; les études y comportent un stage de deux années, à l'issue duquel un certificat est délivré aux élèves dont les aptitudes et les progrès sont suffisants.

En France, une école d'industrie hôtelière a été fondée et son inauguration officielle a eu lieu le 12 novembre 1910 sous la présidence de M. Cruppi, ancien ministre du commerce. Les cours fonctionnaient alors depuis plus d'un mois et le jour de leur ouverture (3 octobre 1910), ils réunissaient 14 élèves. L'école

française a divisé son enseignement en deux parties : une partie théorique qui occupe toute la première année, et une partie pratique durant la seconde. Chaque jour, plusieurs heures sont consacrées à l'étude des langues vivantes, et nulle part en France cet enseignement n'est professé d'une façon aussi intensive et aussi pratique ; à l'œuvre des professeurs vient s'ajouter un enseignement plus efficace encore : car dans la nouvelle école, une place, restreinte sans doute, mais cependant notable est faite aux étrangers ; s'ils profitent de notre instruction, ils sont eux-mêmes utiles aux élèves français qui, parlant avec eux leur langue d'origine à toute heure de la journée, trouvent là le plus profitable des exercices.

L'enseignement théorique comporte également des cours d'architecture, d'hygiène, de géographie ; mais la géographie est enseignée d'une façon spéciale et avec un but bien déterminé : elle fera connaître aux élèves les richesses artistiques et naturelles de notre pays, nos villes et leurs monuments, nos châteaux, nos eaux et bains de mer, nos stations climatiques d'hiver et d'été, bref toutes les richesses de la France susceptibles d'intéresser plus spécialement le tourisme.

La seconde année est consacrée à l'enseignement pratique : chaque élève, placé dans un des premiers hôtels de France, y fait un stage indispensable ; sous la direction bienveillante et éclairée de l'hôtelier qui se fait son éducateur, il passe successivement par les différents services, y compris la cuisine, la cave, les bureaux et la comptabilité. A la fin de la seconde année,

les jeunes gens pourvus de leur diplôme, verront deux voies s'ouvrir pour eux dans l'industrie hôtelière : les uns, les plus nombreux, retourneront dans leur pays d'origine et sauront transformer et améliorer le vieil hôtel paternel qui peut-être, jadis, vit passer les diligences, et auquel aujourd'hui les trains rapides et les automobiles rendent une vie nouvelle ; d'autres, à Paris ou en province, créeront de nouveaux hôtels, soit qu'ils y emploient leurs propres capitaux, soit qu'une société fondatrice d'hôtels confie à leur compétence le soin de diriger un de ses grands établissements.

Il n'est donc point téméraire d'espérer que l'élément français parvienne à refouler peu à peu de notre territoire l'élément étranger ; c'est un vœu que tous les Français doivent comprendre et encourager.

CHAPITRE IV

LA CURE-TAXE

Au début de l'année 1911, au Sénat et à la Chambre des députés, s'est fondé un groupe présentant pour l'industrie hydrominérale française et pour l'industrie hôtelière qui lui est si intimement liée, le plus haut intérêt. Depuis longtemps, les vœux émis par tous les groupements professionnels des administrations thermales ne parvenaient aux oreilles de nos gouvernants qu'avec la plus extrême difficulté et au prix d'interminables lenteurs : il était donc urgent qu'un groupe de sénateurs et de députés, choisis parmi les représentants des régions les plus intéressées, se constituât à l'exemple des groupes tout aussi nécessaires des chemins de fer, des mines et de l'agriculture. C'est sur l'initiative de M. Astier, sénateur de l'Ardèche, l'un des départements favorisés au point de vue de la richesse hydrominérale, que ce groupe vient de se créer.

Ce groupe parlementaire des Eaux minérales, qui poursuit entre autres buts l'exploitation des richesses hydrominérales de la France, et la création d'une chaire d'hydrologie, a voulu, dès sa naissance, prouver sa vitalité en hâtant la publication du règlement d'administration publique concernant la loi sur la cure-taxa, attendue depuis si longtemps.

En votant la loi du 13 avril 1910, établissant la

cure-taxe, la France n'a fait que suivre l'exemple des nations voisines. Devant la grave et impérieuse nécessité dans laquelle se trouvent nos villes d'eaux de se procurer des ressources pour pouvoir adapter leur voirie, leurs installations et leurs obligations exceptionnelles aux exigences toujours croissantes de l'hygiène et du luxe moderne, l'établissement de la taxe de séjour s'imposait. Un exemple typique et encourageant à cet égard nous était fourni depuis plusieurs dizaines d'années déjà par les villes de cure et de saison de l'Allemagne, de la Suisse et de l'Italie. Les nationaux de ces pays ont eu l'heureuse idée de prélever sur le baigneur, le passager, le touriste lui-même, l'impôt supplémentaire correspondant aux distractions, aux avantages hygiéniques qu'il vient chercher dans des villes en général deshéritées sous le rapport des ressources financières. Depuis l'institution de ces taxes spéciales, tous les pays où elles ont été perçues ont vu leurs richesses s'accroître dans des proportions inespérées, et leurs visiteurs s'acquitter de bonne grâce de ces impôts supplémentaires sans doute, mais en tous cas toujours modestes.

En France, les rigueurs d'une législation par trop inflexible ont retardé une amélioration longtemps réclamée par l'une de nos plus fructueuses industries nationales. Un congrès de tous les intéressés avait heureusement pris à cœur la réalisation d'un projet de législation nouvelle. L'instigateur de ce mouvement fut M. Lucien Pipet, alors maire de La Bourboule, aujourd'hui décédé; il avait eu l'idée de réunir en congrès

les maires des communes thermales de France touchées par cette situation désavantageuse ; ainsi prit naissance le Congrès des Villes d'Eaux qui se tint à Paris en 1905. A ce congrès, la situation ne paraît pas avoir été mise au point, et le compte rendu des séances nous révèle l'état d'esprit un peu indécis des orateurs qui y prirent la parole. Depuis 1905, les choses ont marché, le Congrès des Villes d'Eaux se réunit plusieurs fois, et c'est en 1909, sous l'impulsion du maire de Vichy, M. Lasteyras, que des démarches pressantes furent faites, qui aboutirent au vote de la loi du 13 avril 1910 (1), dont nous allons dire quelques mots.

Cette loi, intitulée « Loi concernant la création de stations hydrominérales et climatiques et l'établissement de taxes spéciales dans les dites stations pour favoriser le développement de l'industrie hydrominérale », comprend 10 articles. Ses dispositions se réfèrent à deux ordres d'idées :

1° Quelles agglomérations peuvent être érigées en stations hydrominérales, et quelles formalités sont nécessaires à cet égard.

2° Dans quelles conditions peut être établie la cure-taxe, quel en sera le montant et comment s'en fera la perception.

La nouvelle loi dispose (article premier), que toute commune ou fraction de commune possédant sur son territoire une ou plusieurs sources d'eaux minérales, peut être érigée en station hydrominérale ; les com-

(1) *Journal Officiel* du 15 Avril 1910.

munes qui, privées de sources minérales, jouissent cependant d'avantages climatiques peuvent être érigées en stations climatiques. La demande en sera faite soit par le conseil municipal, soit par le préfet, soit par une association déclarée de médecins, de propriétaires, fermiers de sources, hôteliers et logeurs et toutes autres personnes intéressées; l'Académie de Médecine et le Conseil supérieur de l'Hygiène publique donnent leur avis, après quoi le Conseil d'Etat statue définitivement par décret sur l'admission ou le rejet de la demande.

La commune, une fois érigée en station hydrominérale ou climatique, peut, avec l'autorisation du Conseil d'Etat, voter l'établissement d'une taxe perçue durant tout ou partie de l'année, et dont le produit devra être affecté intégralement aux travaux visés à l'article premier (art. 2).

Cette taxe, dite taxe de séjour ou cure-taxe, frappera les personnes non domiciliées dans la commune, ou n'y possédant pas une résidence à raison de laquelle elles sont passibles de contribution mobilière; cette taxe ne peut être due pour une durée supérieure à quatre semaines, elle pourra être établie par personne et par jour de séjour, ou par famille; elle peut être basée sur la nature ou le prix des locaux loués, et subir des atténuations à raison soit de l'âge, soit du nombre des personnes de la même famille; elle peut varier avec les saisons (art. 3); toutefois, les personnes qui occupent des locaux d'un prix inférieur à un chiffre déterminé, ou inscrites sur la liste d'assistance mé-

dicale gratuite, pourront être exemptées de la taxe de séjour.

« La taxe sera perçue par l'intermédiaire des logeurs, hôteliers et propriétaires » (art. 4); c'est là une disposition bizarre de la loi; ainsi donc, voilà les logeurs, hôteliers et propriétaires transformés en fonctionnaires administratifs et comptables envers l'Etat ! Cette investiture n'a pas été sans émouvoir les intéressés, et dans la séance du 26 octobre 1911, au Congrès de Besançon, les hôteliers ont émis le vœu d'être déchargés de cette fonction. Il semble que nos législateurs, se rendant au désir des hôteliers par la création de la cure-taxa, aient voulu profiter de cette faveur pour leur forcer la main et leur imposer des fonctions auxquelles ils ne sont nullement préparés, qui pourraient aggraver encore leur responsabilité, et qui, enfin, leur donneraient en pleine saison un surcroît de travail, alors qu'ils ont à peine le temps de suffire à toutes les exigences de leur clientèle. Nul doute donc, que la perception de la cure-taxa ne rentre prochainement dans les attributions des fonctionnaires administratifs à qui elle appartient de droit.

Les communes ou syndicats de communes devront tenir un compte spécial du produit et de l'emploi des recettes provenant de la taxe; ce compte, une fois publié, sera transmis à la commission permanente des stations hydrominérales et climatiques de France, dépendant du Ministère de l'Intérieur (art. 5).

Enfin : « un règlement d'administration publique

fixera la composition de la commission permanente et déterminera les mesures propres à assurer l'exécution de la présente loi. Il fixera notamment les formalités à remplir par les logeurs, hôteliers, propriétaires ou autres intermédiaires chargés de percevoir la taxe, et les pénalités pour infractions aux dispositions concernant ces formalités; les dites pénalités ne pourront dépasser le triple du droit dont la commune aura été privée » (art. 9).

Devant le retard apporté à l'élaboration du dit règlement, M. le sénateur Astier ayant écrit au Ministère de l'Intérieur, fut avisé que le règlement interviendrait sans doute dans le courant du premier trimestre de l'année 1911. D'autre part, M. Gacon, sénateur de l'Allier, a bien voulu faire des démarches pressantes auprès de M. le Ministre de l'Intérieur pour hâter la préparation du règlement; le Conseil d'Etat a déjà été saisi de la question, et deux maîtres des requêtes ont été désignés pour agir dans ce sens; mais le dossier a dû revenir au Ministère de l'Intérieur pour un complément d'étude, et n'a pas encore été retourné au Conseil d'Etat.

En dépit de ce retard, de nombreuses stations ont déjà fait des demandes de création de stations hydro-minérales; la Fédération thermale d'Auvergne alla même plus loin et élaborà au sujet de la perception de la cure-taxé le projet suivant qu'elle se propose d'appliquer :

1° La taxation uniforme ;

2° L'application de la taxe aux touristes, baigneurs et villégiaturants;

3° La taxe journalière sans considération de la durée du séjour, mais avec maximum de 3 semaines;

4° La réduction pour familles en y comprenant les domestiques;

5° La distinction des personnes taxables en trois catégories;

6° Un taux de la taxe correspondant à chacune de ces catégories et s'élevant à :

a) 0 fr. 50 par jour avec maximum de 10 jours.

b) 0 fr. 25 — — 5 —

c) 0 fr. 10 — — 2 —

7° Le dégrèvement total pour toute personne collaborant par son travail à la prospérité et à l'exploitation de la station;

8° La perception au moyen de carnets à souches à 4 volants;

9° L'adoption du principe de la création d'une Chambre d'industrie thermale.

Enfin, la Commission exécutive du Congrès des Stations françaises, réunie à Paris, rue Jean-Jacques-Rousseau, n° 14, le 20 décembre 1910, a adressé aux pouvoirs publics la requête suivante :

« Considérant que plus de 300 stations situées dans 64 départements attendent que l'application de la loi du 13 avril 1910 sur la création de stations hydrominérales et climatiques, leur fournisse le moyen indispensable de relever leur prospérité menacée chaque

année davantage par la concurrence des stations étrangères ;

« Considérant que la perception de la taxe de séjour, instituée par cette loi, peut seule leur fournir les ressources nécessaires pour augmenter et perfectionner leurs agents de cure exigés aujourd'hui par une clientèle plus avide de confort, et recherchant à bon droit l'outillage physiothérapique le plus moderne ;

« Considérant que tout retard apporté à l'application de la loi sur la taxe de séjour causera la gêne partout et pourra même occasionner la ruine de plusieurs stations dont la prospérité est plus apparente que réelle,

« Emet le vœu ci-après sur lequel elle appelle respectueusement toute la bienveillance des pouvoirs publics :

« 1° Que le règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 13 avril 1910 soit publié à très bref délai, de façon à permettre d'appliquer la loi pour la saison 1911 ;

« 2° Que la partie du règlement fixant la composition de la Commission permanente des Stations hydrominérales et climatiques de France soit détachée de l'ensemble du règlement et publiée immédiatement ;

« 3° Que le projet de réglementation adopté par la Fédération thermale d'Auvergne soit étudié avec bienveillance et modifié s'il y a lieu, de façon à ce qu'il puisse servir de base pour les règlements à adopter par les autres stations hydrominérales et climatiques. »

On attend toujours l'intervention du règlement d'administration publique. Il convient de signaler aux pou-

voirs publics le remarquable rapport que le très compétent maire de La Bourboule, M. Rebois, a fourni à l'occasion du Congrès de la Fédération thermale d'Auvergne à Royat, en septembre 1910, et qui contient des aperçus fort intéressants sur le mode d'application de la loi, mode qui semble sauvegarder au maximum les intérêts de chacun.

Certaines stations, érigées en stations hydrominérales et climatiques ont déjà pratiqué la perception de la taxe de séjour qui a donné des résultats inespérés : ainsi ont fait Chamonix et Royan. A l'exemple de cette dernière station, cinquante plages de l'Atlantique, dont Biarritz, Hendaye, Arcachon, Soulac, Saint-Georges de Didonne, Saint-Palais-sur-Mer, Fouras, Châtelailon, la Rochelle, Pornic, etc., ont envoyé aux Sables-d'Olonne des délégués qui, le 24 octobre 1912, ont décidé la création d'une Fédération des Plages de l'Atlantique et adopté le principe d'une taxe de séjour.

La création d'un groupe interparlementaire s'occupant de toutes ces questions, s'imposait donc comme une nécessité impérieuse ; si ce groupe s'était fondé dix ans plus tôt, la loi sur la taxe de séjour aurait depuis longtemps reçu son application, et la situation économique des régions thermales de notre pays se serait améliorée dans des proportions insoupçonnées, comme elle l'a fait en Allemagne grâce à une législation adaptée à son but avec une prévoyance et une précision remarquable. C'est par centaines de millions que se chiffre notre infériorité économique sous ce rapport : avec les plus merveilleuses ressources, avec une

supériorité incontestable au point de vue de l'abondance, de la variété, de l'efficacité de nos eaux et de nos climats, nous arrivons péniblement à réaliser une somme annuelle de 120 à 125 millions, alors que le chapitre « Industries de cure » s'inscrit au budget de l'Allemagne pour 473 millions (chiffre officiel de 1907)! Enfin, tandis que chez nous la plus grosse part de ces revenus se rapporte à la vente et à l'exportation de l'eau, en Allemagne au contraire, c'est le commerce en général, l'industrie hôtelière, l'industrie des transports et en un mot toutes les industries locales et régionales qui bénéficient de l'exploitation intégrale de leurs ressources.

Comme on le voit, il est d'intérêt national pour la France que les Pouvoirs publics s'intéressent à la prospérité de nos stations de cure, et à cet égard, la création du groupe interparlementaire des villes d'eaux représente un effort auquel il convient d'applaudir et sur lequel on peut fonder les plus légitimes espérances.

QUATRIÈME PARTIE

Législations étrangères

Dans la plupart des pays étrangers, les mesures administratives réglementant la profession d'hôtelier, sont beaucoup plus nombreuses que les nôtres; nous les laisserons volontairement dans l'ombre et ne rechercherons, au cours de cet exposé rapide, que les dispositions fondamentales émanant du droit civil.

ANGLETERRE

Le droit anglais offre une appréciation assez raisonnable des droits et de la responsabilité de l'hôtelier : celui-ci est responsable du vol, de la perte ou de la détérioration des effets apportés par le voyageur, mais avec les deux restrictions suivantes :

1° La responsabilité cesse lorsque le vol est dû à une négligence impardonnable du voyageur, ou qu'il a été commis sur la personne même du voyageur ou par une personne l'accompagnant. — 2° La responsabilité de l'hôtelier, indéfinie en principe, est limitée à 30 livres sterling (environ 750 francs), lorsque les trois conditions suivantes se trouvent réalisées : a) les effets volés ou perdus n'ont pas été remis à la garde de l'hôtelier; b) leur perte ne résulte pas d'une faute volontaire de

sa part ni des personnes à son service; c) les avertissements imposés par la loi sont affichés dans l'hôtel et bien en évidence.

L'hôtelier a, sur les objets apportés par le voyageur, un privilège pour le paiement de sa créance; grâce à une procédure rapide, six semaines après le départ du voyageur qui n'a pas payé sa note, l'hôtelier fait une publication légale, et un mois après le gage est vendu judiciairement (1).

Enfin l'hôtelier anglais n'est pas libre d'admettre à son gré tel ou tel voyageur; il est soumis au « trepass », c'est-à-dire à l'entrée de tout voyageur dans son établissement, à moins naturellement que l'hôtel ne soit au complet, ou que le nouveau venu ne soit notoirement insolvable.

BELGIQUE

Le législateur belge, devançant le législateur français, a, dès 1897, limité la responsabilité hôtelière dans la mesure que devait suivre notre loi du 4 avril 1911. « Cette responsabilité et celle établie par l'article précédent, sont limitées à 1000 francs pour les espèces monnayées, les titres et valeurs de toute nature et les objets précieux qui ne servent pas à son usage personnel et habituel, quand le voyageur ne les a pas réellement déposés entre les mains de l'aubergiste ou de l'hôtelier. » Nous signalons la restriction « qui ne servent

(1) In *Keepers act.*, de 1878. *Annuaire de Législation étrangère* 1879, p. 11.

pas à son usage personnel et habituel »; nous avons donné notre avis à ce sujet en étudiant la loi française du 4 avril 1911.

ALLEMAGNE

Le Code civil allemand de 1896 édicte pour les hôteliers, les règles suivantes (art. 701 et suivants) :

L'hôtelier étant un dépositaire répond des vol, perte ou détérioration des effets apportés par le voyageur; sa responsabilité cesse lorsque la perte ou le dommage sont la conséquence d'une faute du voyageur, d'un vice de la chose ou d'un cas de force majeure.

L'hôtelier est indéfiniment responsable pour les espèces, valeurs, objets précieux qui n'ont pas été déposés, et que leur valeur n'a pas fait l'objet d'une déclaration spéciale, la responsabilité de l'hôtelier est limitée à 1000 marks (1230 francs). Encore faut-il que le dommage résulte de sa faute ou de celle de ses préposés. La loi allemande va même jusqu'à lui permettre de dégager complètement sa responsabilité en notifiant au voyageur qu'il refuse la garde de tel ou tel objet.

L'hôtelier allemand a, comme l'hôtelier français, un droit de gage sur les effets et bagages du voyageur; avec cette différence toutefois que dans le Code civil allemand, ce droit de gage garantit non seulement les créances résultant du logement, de la nourriture, du service, mais aussi les avances que l'hôtelier aurait pu faire au voyageur; cette garantie n'est d'ailleurs accordée qu'aux véritables hôteliers à l'exclusion des restaurateurs et simples débiteurs.

Le Code de commerce allemand offre deux dispositions intéressantes. Le droit de gage de l'hôtelier s'éteint si les effets ou bagages du voyageur sont enlevés de l'hôtel, à moins que l'enlèvement n'ait eu lieu clandestinement ou malgré son opposition (art. 560 Code de commerce); la créance de l'hôtelier, et pour les frais d'hôtellerie, et pour les avances faites au voyageur, se prescrit par deux ans (art. 196 Code de commerce).

SUISSE

Le Code fédéral suisse de 1881, dans ses articles 486 et 487, traite avec le plus parfait bon sens la question hôtelière, et résume en quelques formules les efforts constants de la jurisprudence française; voici le texte de ces articles :

Art. 486. — « Les aubergistes et hôteliers sont responsables de toute détérioration, destruction ou soustraction des effets apportés par les voyageurs qui logent chez eux, à moins qu'ils ne prouvent que le dommage est imputable, soit au voyageur lui-même, soit à l'une des personnes qui l'accompagnent ou qui sont à son service, ou qu'il résulte d'un événement de force majeure ou de la nature même de la chose déposée.

« On doit admettre notamment que le voyageur est en faute lorsqu'il néglige de confier à la garde de l'hôtelier des sommes d'argent considérables ou d'autres objets de valeur. Mais, même dans ce cas, l'hôtelier est tenu tant de sa propre faute que de celle des gens à son service.

Art. 487. — « L'hôtelier ne peut s'affranchir de la responsabilité définie à l'article précédent en déclarant par des avis affichés dans son hôtellerie qu'il entend la décliner ou la faire dépendre de circonstances spéciales. »

AUTRICHE

L'art. 1316 du Code civil autrichien assimile les aubergistes et hôteliers à des « gardiens attitrés », lorsque les effets leur ont été confiés soit à eux-mêmes, soit à leurs préposés. Quant à la responsabilité des « gardiens attitrés », elle est réglée par les art. 961 et suivants du même Code de la façon suivante : ils doivent veiller avec soin sur la chose qui leur est confiée, et sont responsables de la perte ou du dommage imputables à leur négligence ; ils ne sont pas tenus du dommage résultant d'un cas fortuit « encore, dit l'art 961, qu'ils eussent pu sauver l'objet confié à leurs soins en sacrifiant leurs propres effets, et que la valeur de cet objet fût considérable ». Lorsque les effets ou objets précieux ont été remis par le déposant dans un coffre fermé et que la serrure en a été forcée, il sera cru sur son serment pour le montant du dommage, pourvu que ses allégations paraissent vraisemblables ; le dépositaire pourra toujours prouver que l'effraction du coffre ne lui est pas imputable.

ITALIE

Le Code civil italien de 1865, dans ses articles 1866

et suivants reproduit les dispositions de nos articles 1952 et suivants avant la loi de 1889. Signalons cependant que l'art. 1867 du Code civil italien déclare expressément que l'imprudence du voyageur décharge l'hôtelier de toute responsabilité, et laisse aux tribunaux un large pouvoir d'appréciation. Sur ce point d'ailleurs, notre jurisprudence a suppléé au silence des textes.

ESPAGNE

La question de la responsabilité hôtelière est résolue de la façon suivante par le Code civil espagnol de 1889; l'hôtelier est pleinement responsable pourvu que : il ait eu connaissance de l'introduction des effets dans l'hôtel; que la perte ou le dommage ne résulte pas de la faute du voyageur; qu'il n'y ait eu ni vol avec force armée, ni cas de force majeure.

La créance de l'hôtelier, privilégiée sur les effets et bagages apportés, ne se prescrit que par 3 ans.

RUSSIE

En Russie, deux législations en présence tranchent différemment la question de la responsabilité hôtelière.

La législation de la Russie centrale favorise nettement l'hôtelier : la preuve testimoniale n'étant pas admise, le voyageur, comme tout autre déposant, doit non seulement fournir la preuve écrite de ce qu'il réclame, mais encore établir la faute, la négligence ou le manque de surveillance de l'hôtelier; les voyageurs de-

vront donc, la plupart du temps, rédiger avec l'hôtelier un écrit constatant la nature et la valeur du dépôt.

Dans la Russie du Nord, au contraire, les règles du Code baltique sont plus sévères pour l'hôtelier : il est responsable par ce seul fait qu'il a connaissance de l'entrée de bagages du voyageur dans son établissement; peu importe que ces bagages appartiennent au voyageur ou à autrui, que le voyageur paie pension ou soit logé gratuitement. Dans deux cas cependant l'hôtelier est exonéré de sa responsabilité : lorsqu'il y a eu faute du voyageur ou de ses gens; et lorsque l'hôtelier a averti directement et expressément le voyageur à son arrivée, qu'il entendait se dégager complètement.

ETATS-UNIS

La législation américaine opère une distinction entre les effets ou bagages ordinaires du voyageur, et ses espèces monnayées, valeurs, bijoux et objets précieux.

Pour les effets ou bagages ordinaires, tels que vêtements, canne, valise, l'hôtelier n'en est responsable que s'ils sont à leur place, c'est-à-dire dans la chambre du voyageur, ou s'ils lui ont été confiés expressément (1).

Pour l'argent, les bijoux, valeurs et objets précieux, l'hôtelier n'est indéfiniment responsable que pour ce qui aura été déposé dans son coffre-fort spécialement placé dans le bureau de l'hôtel, ainsi que l'indiqueront

(1) *Annuaire de législ. étrang.* 1803, p. 814.

des affiches bien évidentes placardées dans les chambres, salons et lieux de réunion. Pour les sommes et objets de valeur non déposés, sa responsabilité est limitée à 500 dollars. (Amendement du 13 avril 1883.)

L'hôtelier non payé a un droit de gage sur les effets du voyageur; le délai de réalisation de ce gage est de 3 mois, et l'hôtelier se paiera sur le produit de la vente.

CONCLUSION

Nous croyons avoir ainsi terminé l'étude sommaire de ce problème qui a pour donnée la conciliation des intérêts si opposés du voyageur et de l'hôtelier. Si l'on considère dans son ensemble l'évolution de leurs rapports juridiques, elle semble avoir passé par deux phases bien caractérisées : le législateur partit de ce principe que s'il n'est pas équitable d'appliquer à l'hôtelier des dispositions législatives exceptionnelles, le voyageur est cependant en droit de trouver chez son hôte la même sécurité qu'il aurait chez lui; cette considération détermina la rigueur avec laquelle les rois de France, par leurs ordonnances, puis les législateurs du Code civil, établirent le principe de la responsabilité hôtelière; et cette rigueur se justifie, car si les voyageurs font des déplacements nécessaires, souvent indispensables, qui les obligent à descendre à l'hôtel, il importe qu'ils puissent avoir en leur hôte pleine et absolue confiance; d'ailleurs nul n'est forcé d'embrasser la profession d'hôtelier dont il connaît les dangers et les charges. Les aubergistes et hôteliers, tout en étant d'honnêtes commerçants, recrutaient trop souvent leur personnel à la légère, il fallait les contraindre à

un choix plus réfléchi de leurs préposés. Le principe de la responsabilité hôtelière fut donc admis, et rigoureusement, puisque l'hôtelier, dans notre Code, est responsable de tout ce qui a été amené ou apporté par le voyageur, qui pourra prouver par témoins la consistance de cet apport, et sera même cru sur sa simple affirmation; seuls le vol à main armée ou le cas de force majeure l'exonèrent de cette écrasante responsabilité.

Et puis, peu à peu, une réaction se fit en faveur des hôteliers; du jour où ceux-ci comprirent quel rôle prépondérant leur industrie pouvait jouer dans la vie économique de notre pays, où ils eurent l'idée de se grouper pour soutenir leurs droits, de faire valoir par leurs représentants l'importance économique d'une profession particulièrement périlleuse, en raison des lourdes responsabilités qui lui incombent, l'opinion publique reconnut que les hôteliers méritaient quelque égard, et qu'il fallait compter avec eux pour maintenir et développer l'activité commerciale sur bien des points de notre territoire. Tout en sauvegardant le principe de la responsabilité hôtelière, le pouvoir législatif en fixa la limite à mille francs; ce chiffre est évidemment critiquable; dérisoire pour les directeurs de grands établissements, il est bien onéreux pour les petits hôteliers; mais ce qui est équitable dans cette innovation, c'est à la fois le maintien du principe de la responsabilité indéfinie pour les objets déposés entre les mains de l'hôtelier, et la fixation d'une limite pour ceux que le

voyageur aurait commis l'imprudence de ne pas lui confier.

Nous sommes bien loin du temps où l'invention des coches sembla réaliser un progrès fantastique, et entraîna la création d'hôtelleries à chaque relais; où chaque auberge avait sa bande de Robert Macaire, Bertrand et autres filous toujours à l'affût d'une malhon-nête entreprise; aujourd'hui, on voyage sans doute pour ses affaires, mais aussi pour sa santé et ses plaisirs. Vienne l'été, les villes se dépeuplent, et la foule des villégiaturants gagne la mer ou la montagne; durant le reste de l'année, c'est, au contraire, la province qui profite des moindres occasions pour affluer à Paris : dans le courant de l'année 1910, le nombre des arrivées dans les hôtels de la capitale a dépassé deux millions.

Paris possède actuellement plus de 12.000 hôtels dont plusieurs sont de véritables palais où les souverains étrangers ne craignent pas de descendre : lumière à profusion, luxe du mobilier, nourriture recherchée, multiplication des services, tout y conspire au plaisir des yeux et au confort physique. Certains hôtels du quartier de l'Etoile ont, tant par la valeur du terrain que par le luxe de leur installation, coûté plus de vingt millions !

Ces progrès réalisables réalisés depuis une trentaine d'années sont dûs, sans doute, au développement des moyens de transport; ils sont dûs aussi à l'initiative et à l'inlassable activité de nos hôteliers, à l'intervention éclairée de leurs syndicats, à l'appui efficace du groupe

parlementaire qui s'occupe de la question hôtelière et qui a compris que si la richesse et la prospérité d'un pays dépendent de son activité commerciale, le développement de l'industrie hôtelière, en encourageant les voyages et en attirant les étrangers, est le premier facteur de cette activité.

Vu :

Le Président,

M. PLANIOL.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- Aubry et Rau.** — *Cours de Droit civil français*, 8 vol. in-8°, 1869-1878.
- Baudry-Lacantinerie.** — *Traité de la Société, du Prêt, et du Dépôt.*
- Dalloz.** — *Jurisprudence générale.*
- Delamare.** — *Traité de la Police 1719.*
- Denisart.** — *Collection de décisions nouvelles*, Paris, 1771, 4 vol. in-4°.
- Fenet.** — *Recueil des Travaux préparatoires du Code civil*, 1827-1828.
- Guillouard.** — *Traité du Dépôt et du Séquestre.*
- Isambert, Jourdan, Ducrouzy.** — *Recueil des anciennes lois depuis 420 à 1789.*
- Laurent.** — *Principes de Droit Civil.*
- Lehr.** — *Eléments de Droit Civil étranger.*
- Lyon Gaen et Renault.** — *Traité de Droit commercial.*
- Merlin.** — *Répertoire 1818-1828.*
- Planiol.** — *Traité Élémentaire de Droit civil*, 3 vol. in-8°.
- Pont.** — *Des petits contrats.*
- Pothier.** — *Œuvres*, édition Bugnet, 1861-1862.
- Rul (Benoit).** — *Le Contrat d'hôtellerie*, Paris, 1906.
- Sirey.** — *Lois et arrêts*, Recueil périodique.
- Revue et Magazines.** — *La France hôtelière*, 1911-1912.
— *L'Auberge*, 1911.
— *La Riviera hôtelière*, 1911.

Journaux. — *Le Droit.*

- *La Gazette des Tribunaux.*
 - *La Loi.*
 - *Annuaire de législation étrangère.*
 - *Journal officiel.*
-

D'autres textes et brochures moins importants ayant servi à la documentation de cet ouvrage sont cités en bas de page chaque fois qu'il en a été fait usage.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

I^{re} PARTIE

ÉTUDE HISTORIQUE DU CONTRAT D'HÔTELLERIE

Chap. I. — Antiquité	5
Chap. II. — Droit romain.....	8
Chap. III. — Ancien droit et moyen-âge.....	13

II^e PARTIE

ÉTUDE JURIDIQUE DU CONTRAT D'HÔTELLERIE

Chap. I. — Obligations de l'hôtelier quant à la personne du voyageur.....	20
Chap. II. — Obligations de l'hôtelier quant aux effets du voyageur.....	27
Section I. — Le dépôt dans le contrat d'hôtel- lerie	28
Section II. — Responsabilité civile de l'hôtelier.	33
§ 1. — Système du Code civil.....	41
§ 2. — Loi du 18 avril 1889.....	45
§ 3. — Loi du 8 avril 1911.....	47
Section III. — Responsabilité pénale de l'hôtelier.	58
Section IV. — Personnes assimilables aux hôte- liers au point de vue de la res- ponsabilité	61

Chap. III. — Obligations du voyageur et sanctions légales de ces obligations.....	66
Section I. — Privilège de l'art. 2.102-5°.....	67
Section II. — Réalisation du gage.....	73
APPENDICE : Prescription.....	78

III^e PARTIE

CONSIDÉRATIONS ÉCONOMIQUES INTÉRESSANT LA SITUATION JURIDIQUE DE L'HÔTELIER

Chap. I. — La question des chambres meublées.	82
Chap. II. — Les groupements économiques d'hôte- liers	88
Chap. III. — L'Ecole d'industrie hôtelière.....	103
Chap. IV. — La cure-taxé.....	107

IV^e PARTIE

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

CONCLUSION	125
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	129

